



# Performances des grands groupes bancaires au 31 décembre 2025

Février 2026

## Chiffres clés au 31 décembre 2025

Dans un contexte marqué par d'importantes incertitudes à la fois économiques et géopolitiques, les grands groupes bancaires français réalisent d'excellents résultats en 2025, confirmant la résilience et la pertinence de leurs modèles diversifiés.

Ces résultats s'appuient à la fois sur une forte croissance des revenus et une amélioration continue de leur efficacité opérationnelle, comme en témoignent les niveaux de produits nets bancaires et de résultats nets cumulés générés sur l'exercice :

- un produit net bancaire cumulé de 161,5 milliards d'euros, soit +5,1% sur l'année ;
- un résultat net cumulé de 35,1 milliards d'euros, soit +9,7% sur l'année.

Cette dynamique repose sur plusieurs piliers mis en avant par les banques : une assise financière solide, une expansion continue des différentes lignes métiers, une maîtrise rigoureuse des coûts et des risques, et la poursuite de projets stratégiques structurants.

Forts de ces résultats et d'un scénario de taux structurellement favorable, les groupes confirment leurs trajectoires stratégiques et révisent à la hausse leurs objectifs, tout en préparant les prochaines phases de leurs plans de développement.

Les banques françaises abordent ainsi l'année 2026 avec confiance, portées par leur modèle diversifié et leur capacité à générer de la valeur durable pour l'ensemble de leurs parties prenantes.

Indicateurs clés pour les 5 grands groupes bancaires français  
au 31/12/2025

### Un niveau d'activité dynamique

#### PRODUIT NET BANCAIRE

31/12/2024	31/12/2025
153,6 Mds €	161,5 Mds €

+5,1%

Coefficient d'exploitation  
moyen en amélioration

61,9%

#### RESULTAT NET

31/12/2024	31/12/2025
31,9 Mds €	35,1 Mds €

+9,7%

Coût du risque  
en hausse

+6%

### Des bilans très solides

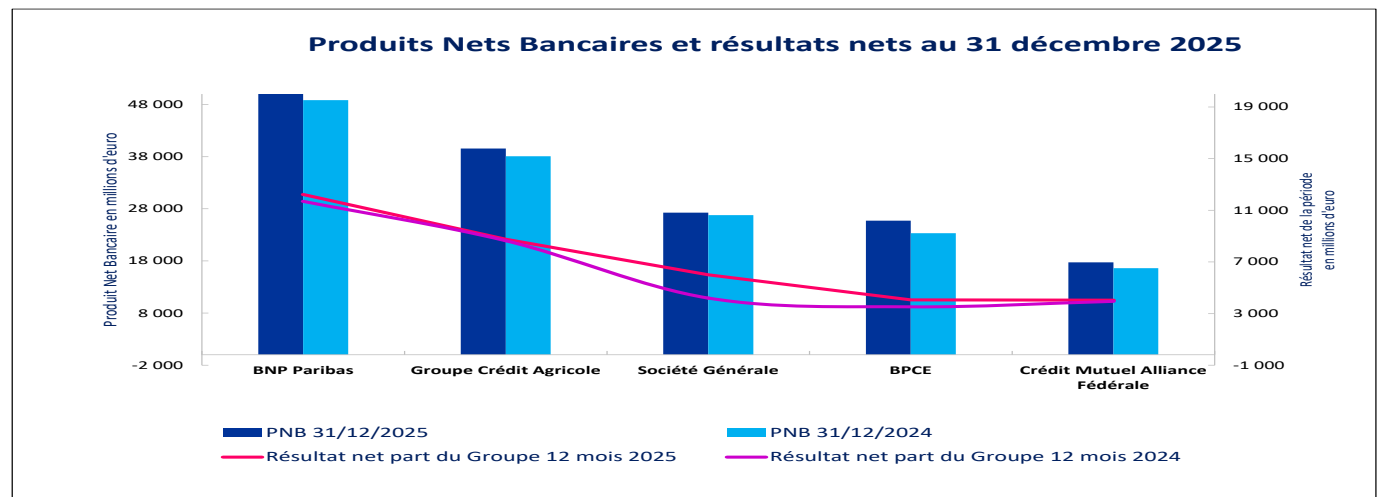
#### RATIO DE CET 1

31/12/2024	31/12/2025
15,7%	15,9%

#### RESERVES DE LIQUIDITE

31/12/2024	31/12/2025
1 690 Mds €	1 726 Mds €

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2025

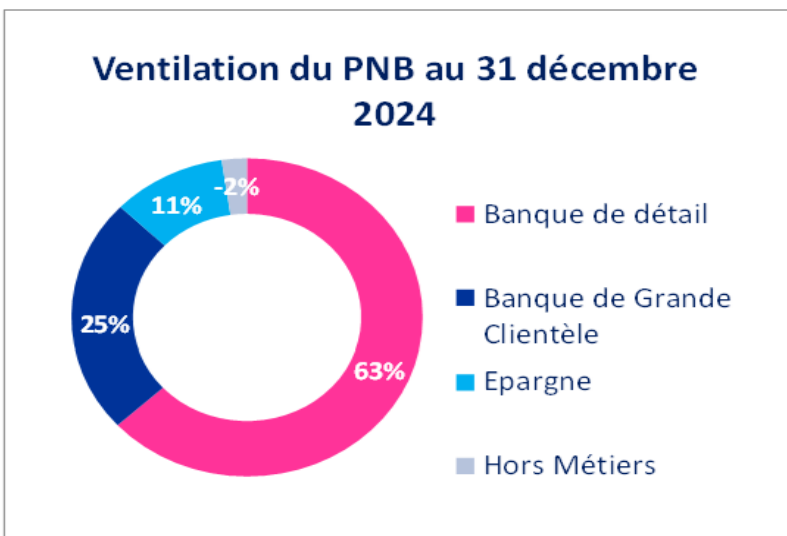
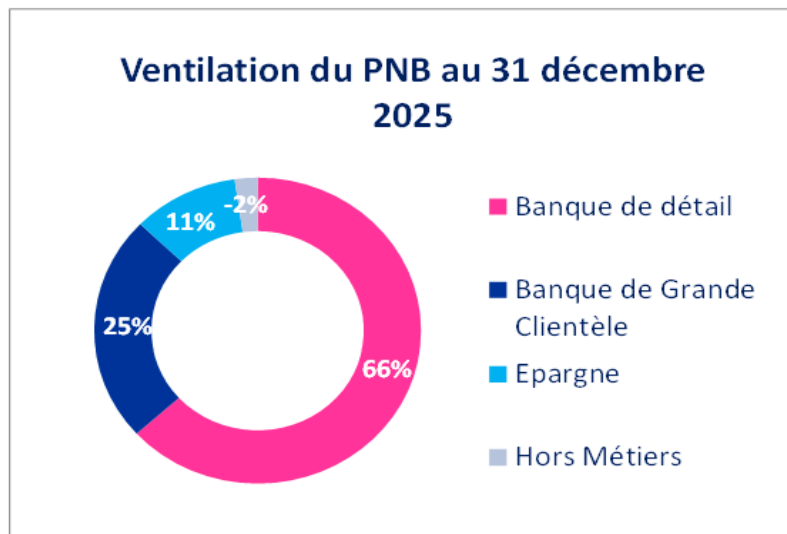


Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2025

Remarque liminaire : Comme indiqué à la fin de ce document (« Méthodologie de l'analyse »), l'objectif de cette publication est de présenter, sur la base des communiqués de presse et des slides investisseurs publiés, les principaux indicateurs de performance des principaux groupes bancaires français et d'apporter des commentaires sur les événements significatifs de la période et l'information financière associée.

## Répartition des revenus par activités

Sur l'année 2025, les PNB des trois pôles d'activité affichent une dynamique positive, avec des hausses de 4,8% pour la banque de détail, 4,7% pour la banque de grande clientèle et 8% pour les métiers de l'épargne.



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2025

## Eléments non-opérationnels et non récurrents

Au-delà des éléments comptables récurrents de volatilité comptable impactant l'ensemble des banques, les groupes communiquent également sur des éléments spécifiques qualifiés de non opérationnels.

Ainsi, le groupe BNP Paribas fait état de plus-values et réévaluations de participations à hauteur de +415 millions d'euros, incluant des éléments exceptionnels pour +238 millions d'euros, et annonce déjà des plus-values futures avec l'opération Ageas / AGI qui s'élèvera à environ +800 millions d'euros en 2026, et l'offre proposée sur Allfunds qui pourrait générer +400 millions d'euros en 2027.

De son côté, le groupe Société Générale a enregistré +312 millions d'euros en gains nets sur autres actifs à la suite des cessions des activités de SGEF, Société Générale Private Banking Suisse, SG Kleinwort Hambros, Société Générale Burkina Faso et Société Générale Guinée.

Le groupe Crédit Agricole fait état quant à lui d'un effet non opérationnel significatif lié à la 1<sup>ère</sup> mise en équivalence de Banco BPM, dont l'entrée au périmètre a entraîné un impact exceptionnel de - 607 millions d'euros au 4<sup>ème</sup> trimestre 2025, principalement du fait de l'extourne des réserves OCI. Cet élément ponctuel n'a toutefois pas de portée récurrente, la contribution de Banco BPM devant s'établir autour de 400 millions d'euros par an à compter de 2026.

Enfin, les comptes des 3 groupes mutualistes sont impactés par la contribution exceptionnelle introduite par la loi de finances française 2025 sur les bénéfices des grandes entreprises réalisant un bénéfice supérieur à 1 milliard d'euros en France, respectivement à hauteur de 280 millions d'euros (Crédit Agricole), 377 millions d'euros (Crédit Mutuel Alliance Fédérale) et 177 millions d'euros (BPCE).



# Analyse des métiers

## Banque de détail

Les revenus de la banque de détail progressent de 4,8 %, portés par l'amélioration de la marge d'intérêt et une forte dynamique commerciale dans la majorité des métiers. Cette progression s'explique notamment par la hausse des taux moyens des crédits associée à la réduction du coût moyen des ressources clientèles, en particulier sur les livrets d'épargne réglementée.

BNP Paribas	BPCE	Société Générale	Crédit Mutuel Alliance Fédérale	Crédit Agricole
<ul style="list-style-type: none"><li>□ <b>En France :</b><ul style="list-style-type: none"><li>Dynamique positive des revenus d'intérêt, en ligne avec la trajectoire annoncée, accompagnée d'un usage digital soutenu (13 millions de connexions quotidiennes).</li><li>Activité soutenue dans les métiers spécialisés: bonne dynamique chez <b>Arval</b> (fin de l'effet prix des véhicules d'occasion et négociations exclusives avec Mercedes Benz pour l'<b>acquisition d'Athlon</b>), <b>Leasing Solutions</b> (amélioration des marges), <b>Personal Finance</b> (croissance des volumes et une marge de production &gt; 5 %).</li><li>Déploiement de la nouvelle application <b>Floa</b> totalisant 2 millions de téléchargements et mise en service de la nouvelle plateforme industrielle multi pays.</li><li>Performance solide dans les paiements avec <b>Nickel</b> : développement du réseau avec le <b>partenariat avec Bpost</b> portant la distribution belge à plus de 1 100 points de vente, et consolidation des positions en France, au Portugal et en Espagne.</li></ul></li><li>□ <b>A l'international :</b><ul style="list-style-type: none"><li>Bonnes performances en Italie (maîtrise des frais de gestion et amélioration du profil de risque chez <b>BNL banca</b>), en Belgique (redressement confirmé de la rentabilité de la <b>Banque Commerciale en Belgique</b>) et au Luxembourg (progression des revenus en lien avec la croissance des dépôts).</li><li><b>Europe Méditerranée</b> : dynamique soutenue avec le recul de l'inflation en <b>Turquie</b>, la présentation du plan stratégique 2025 2030 de <b>BNP Paribas Bank Polska en Pologne</b>, les résultats positifs de <b>Ukrsibbank en Ukraine</b> et l'entrée en négociations exclusives pour la cession de la participation de 67 % dans la <b>BMCI (Maroc)</b>.</li></ul></li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Très bonne dynamique commerciale dans les réseaux <b>Banque Populaire</b> et <b>Caisse d'Épargne</b> : 820 000 nouveaux clients et hausse de la marge nette d'intérêt.</li><li>• Intégration de la solution digitale <b>lpaidThat</b> au sein des offres BP et CE, avec 24 000 nouveaux clients équipés à fin décembre 2025.</li><li>• Signature d'un accord avec la <b>Banque Européenne d'Investissement</b> pour soutenir les PME du secteur de la défense.</li><li>• Création de <b>BPCE Partenaire Conseil</b>, structure dédiée à l'accompagnement des PME, ETI et institutionnels sur leurs enjeux de développement et de transformation.</li><li>• <b>Projet d'acquisition de Novobanco</b>, destiné à faire du Portugal le 2nd marché domestique du groupe en banque de détail.</li><li>• Signature d'un partenariat stratégique dans les paiements avec BNP Paribas pour créer <b>Estreem</b>, processeur visant une cible de 17 milliards de transactions en 2029.</li><li>• Activité soutenue dans le pôle <b>Solutions et Expertises Financières</b>, avec une dynamique positive dans les métiers du leasing et de l'affacturage : accompagnement renforcé en France et à l'international dans les activités de leasing (<b>BPCE Lease et BPCE ES</b>), et accélération de la conquête de nouveaux clients en affacturage.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>□ <b>En France :</b><ul style="list-style-type: none"><li>Acquisition record de parts de marché pour <b>BoursoBank</b> (1,9 millions de nouveaux clients et un taux d'attrition &lt; 4% sur l'année) portant la base clientèle totale à 8,8 millions de clients à fin décembre 2025 (objectif de 8 millions de clients atteint en juillet 2025 avec 18 mois d'avance sur le plan stratégique).</li><li>Objectifs 2025 atteints pour <b>Ayvens</b> avec des synergies représentant 360 millions d'euros, un résultat des ventes de voitures d'occasion à 1 075 euros par unité dans la fourchette cible, un coefficient d'exploitation à 56% inférieur à la cible, et une hausse des marges ;</li><li>Forte croissance des revenus du <b>Crédit à la consommation</b> portée par l'amélioration des marges.</li></ul></li><li>□ <b>A l'international :</b><ul style="list-style-type: none"><li>Progression des encours de crédits en Europe dans l'ensemble des segments de la clientèle, notamment en <b>Roumanie</b> et en <b>République tchèque</b>.</li><li>Forte progression des revenus en <b>Afrique et autres régions</b> tirée par des commissions plus élevées, avec des encours de crédits stables et des encours de dépôts en légère hausse portés par une croissance qui se poursuit sur le marché des particuliers.</li></ul></li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>□ <b>En France :</b><ul style="list-style-type: none"><li>Dynamique commerciale soutenue des réseaux de la banque de détail avec plusieurs initiatives marquantes : engagement pour l'accession à la propriété avec plus d'un milliard d'euros accordés via le prêt <b>Coup de pouce à 0,99%</b> destiné aux primo-accédants (55 411 clients), 300 millions d'euros accordés au titre du <b>Prêt Immo Nouvelles formes d'emploi</b> (2 126 clients).</li><li>Conquête de nouvelles parts de marchés (+166 600 nouveaux clients) portée par des initiatives comme la suppression des frais de paiement cartes à l'étranger pour la plupart des packages bancaires.</li><li>Équipement bien orienté avec <b>Homiris</b> franchissant la barre des 700 000 clients en télésurveillance et renouvellement du partenariat avec Bouygues Telecom pour 5 ans en télécommunication.</li><li>Déploiement d'une plateforme digitale par <b>Crédit Mutuel Leasing et CCLS</b> (Leasing Solutions) pour la distribution de véhicules en LOA et LLD à destination des particuliers et professionnels.</li><li>Poursuite du développement de l'activité banque à distance de <b>Monabanq</b>.</li></ul></li><li>□ <b>A l'international :</b><ul style="list-style-type: none"><li>Acquisition de 100% de la banque allemande <b>Oldenburgische Landesbank (OLB)</b> par <b>TARGOBANK</b> via la holding TARGO Deutschland le 2 janvier 2026, étape majeure dans la transformation pour devenir un <b>bancassureur universel en Allemagne</b>, avec démarrage officiel du partenariat avec les Assurances du Crédit Mutuel en Allemagne par l'intermédiaire de ACM Deutschland.</li></ul></li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>□ <b>En France :</b><ul style="list-style-type: none"><li>Activité commerciale soutenue dans les <b>Caissees régionales</b> avec une conquête brute de 1 186 000 nouveaux clients dont 286 000 sur le seul 4ème trimestre.</li><li>• Forte production commerciale de <b>Crédit Agricole Personal Finance &amp; Mobility (CAPFM)</b>, équilibrée entre Personal Finance et Mobilité, avec une activité automobile contrastée (production stable chez <b>Leasys</b>, en baisse chez <b>CA Auto Bank</b>).</li><li>Encours gérés de CAPFM portés par l'élargissement du portefeuille avec les Caissees régionales, le développement de la location automobile (<b>Leasys</b>, <b>Drivalia</b>) et l'<b>intégration de GAC Leasing</b>.</li><li>Progression de la production de crédit bail chez <b>Crédit Agricole Leasing &amp; Factoring (CAL&amp;F)</b> soutenue par l'intégration de <b>Merca Leasing</b> et production d'affacturage de bon niveau, malgré un recul comparé à un exercice 2024 particulièrement élevé.</li></ul></li><li>□ <b>A l'international :</b><ul style="list-style-type: none"><li>Bonne dynamique commerciale en <b>Italie</b> avec une conquête active nouveaux clients et des encours de crédits en hausse tirés par le marché des particuliers.</li><li>Activité commerciale dynamique en <b>Égypte</b> et en <b>Pologne</b> sur l'ensemble des marchés.</li><li>Rebond de l'activité automobile en <b>Chine</b> dans les activités internationales de CAPFM.</li></ul></li></ul>

# Métiers de l'épargne

Les métiers de l'épargne réalisent une très bonne année dans l'ensemble avec une progression notable de leurs revenus (+8%). Cette performance est attribuable à la fois à une collecte très dynamique et des encours en gestion d'actifs qui ont atteint des niveaux particulièrement hauts tout au long de l'année 2025.

## BNP Paribas

- Progression des revenus portée par l'intégration **d'AXA IM**, la croissance organique en Assurance, Asset Management et Wealth Management, et le développement des partenariats en Assurance.
- Forte croissance des actifs sous gestion dans **Wealth Management** grâce à un effet marché favorable, une collecte nette dynamique de 21,7 milliards d'euros et la 1<sup>ère</sup> consolidation des activités **HSBC Wealth Management en Allemagne**.
- Changement d'échelle dans **l'Asset Management** avec **l'intégration d'AXA IM** portant les actifs sous gestion à un niveau significativement supérieur, complété par un effet marché positif et une collecte soutenue grâce au partenariat avec **BNP Paribas Cardif**.
- Fusion au 31 décembre 2025 de **BNP Paribas REIM, BNP Paribas Asset Management et AXA IM** au sein d'une plateforme commune de gestion d'actifs.

## Crédit Mutuel Alliance Fédérale

- Collecte soutenue dans la gestion d'actif notamment dans le **Groupe La Française** sur les actifs long terme avec une répartition des actifs entre marchés financiers cotés et expertises non cotées (immobilier, dette privée et private equity), accompagnée d'une collecte positive pour les filiales **Crédit Mutuel Asset Management** et **Crédit Mutuel Gestion**.
- Développement des expertises spécialisées avec des levées de fonds dynamiques de **CIC Private Debt**, des souscriptions positives de **Cigogne Management** et une collecte positive de **La Française REM** dans un environnement immobilier incertain.
- Développement dynamique des activités de banque privée avec la **Banque Transatlantique** en France et ses filiales à l'international : collecte nette importante de capitaux, forte transformation en épargne financière et évolution favorable des encours de crédits, dans un contexte de fortes tensions géopolitiques et économiques.
- Développement de la **Banque CIC (Suisse)** en ligne avec les orientations du plan stratégique 2024-2027, soutenu par le dynamisme des zones de marché, la nouvelle image de marque et l'élargissement continu de la gamme de produits, avec une augmentation du volume des crédits malgré un environnement de taux revenus proches de zéro.

## Crédit Agricole

- Très bonne dynamique dans la **gestion d'actifs (Amundi)** : collecte nette portée à la fois par la gestion passive et par des stratégies actives obligataires et diversifiées, soutenue à la fois par une contribution positive des différents segments (retail, institutionnels avec des gains de mandats significatifs, joint-ventures) et par un niveau annuel élevé.
- Niveau élevé des encours en **gestion de fortune (Indosuez Wealth Management et Banque privée LCL)** à 298 milliards d'euros à fin décembre 2025, portés par une collecte nette positive, un effet marché et change favorable et la poursuite des opérations de croissance externe, notamment l'acquisition de Banque Thaler et le projet d'acquisition du portefeuille BNPP à Monaco.
- Plusieurs opérations stratégiques dans la gestion d'actifs en 2025 : partenariat avec Victory Capital aux États Unis, accord sur les actifs privés avec ICG.

## BPCE

- Dynamique commerciale soutenue en **gestion d'actifs** : une collecte nette de 40 milliards d'euros en 2025, dont 17 milliards d'euros au dernier trimestre (portée principalement par les produits fixed income de **Loomis Sayles** et **DNCA** et les solutions diversifiées) et un effet de marché positif compensant un effet de change défavorable.
- Nouveau **partenariat stratégique** entre **Natixis Investment Managers et Edward Jones**, acteur américain du conseil en gestion de fortune regroupant plus de 20 000 conseillers et gérant plus de 2 000 milliards de dollars pour plus de 9 millions de clients.

Note : Pour la Société Générale, les activités des métiers de l'épargne sont intégrées dans les activités de la banque de détail depuis 2022. Le groupe précise que les activités de Banque Privée voient leurs actifs sous gestion atteindre un niveau record (137 milliards d'euros) au 31 décembre 2025 grâce à une très forte collecte sur l'année 2025.

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2025

# Banque de grande clientèle

La banque de grande clientèle réalise une très bonne année avec une progression des revenus de 4,7% tirée par ses différentes plateformes, malgré les effets de change et de taux et une base de comparaison 2024 élevée. Dans un contexte géopolitique et concurrentiel difficile, le métier enregistre de bonnes performances grâce à la dynamique des activités de marché et du métier Titres / services financiers aux institutionnels.

	BNP Paribas	Société Générale	Crédit Agricole	BPCE	Crédit Mutuel Alliance Fédérale
<b>Métier FICC</b> (activité Taux, Crédit, Change et Matières Premières)	<ul style="list-style-type: none"><li>Activité en très forte hausse pour <b>FICC</b> en <b>EMEA</b> et soutenue dans la zone <b>Amérique</b> portée par un très fort rebond des activités de taux par rapport à 2024 ainsi que des activités <b>Crédit et Primaire</b>.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Très bonne performance des activités <b>Taux, Crédit et Change</b>, soutenues par un environnement porteur aux États-Unis malgré un environnement commercial difficile sur les activités de taux en Europe.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Activité soutenue dans la banque de marché grâce à la performance de la ligne <b>FICC</b>, notamment sur les segments <b>taux et repo</b>.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Dynamique commerciale soutenue dans les activités <b>FIC-T</b> avec des revenus tirés par les classes d'actifs <b>Crédit, Taux et FX</b>.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Solide dynamique globale de <b>CIC Market Solutions</b> portée par l'ensemble de ses activités en <b>France</b> et à la succursale de <b>Singapour</b>.</li><li>Regroupement au 1er janvier 2026 des métiers de la banque de financement et des activités de marché sous la dénomination unique <b>CIC Corporate &amp; Institutional Banking</b>.</li></ul>
<b>Métier Titres &amp; métier Actions</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>Bonne dynamique des activités Equity &amp; Bonne dynamique des activités Equity &amp; Prime Services dans les trois segments (<b>dérivés, cash et prime services</b>) avec une activité soutenue sur les Dérivés notamment aux <b>États-Unis</b> et en <b>Europe</b>, une croissance forte du <b>Prime Brokerage</b> et du <b>Cash Equity</b> dans toutes les régions.</li><li>Performance soutenue de <b>Securities Services</b> avec une hausse des actifs conservés et administrés moyens: performance des marchés, nouveaux mandats, intégration des activités de banque dépositaire de <b>Banco Mediolanum Espagne</b>.</li><li><b>Nouveau mandat du Gouvernement de Hong Kong</b> pour la conservation et le règlement-livraison de sa 3ème émission d'obligations vertes digitales, et participation au 1er fonds monétaire tokenisé de <b>Maybank Asset Management Singapore</b> en collaboration avec Marketnode.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Activité soutenue du métier <b>Actions</b> avec des revenus portés par une forte croissance dans la zone Amérique malgré un ralentissement de l'activité commerciale sur les marchés européens et asiatiques.</li><li>Revenus stables du métier <b>Titres</b> en 2025, portés par un fort rebond de l'activité commerciale dans l'ensemble des marchés-clés en fin d'année.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Bonne dynamique dans la banque d'investissement portée par les <b>structurés actions</b>.</li><li>Activité soutenue dans les <b>services financiers aux institutionnels</b>: conquête de nouveaux clients, effets marchés favorables, hausse des volumes de règlement livraison (France en Allemagne).</li><li>Finalisation de <b>l'intégration d'ISB</b>: migration complète des clients et décommissionnement des SI.</li><li>Rachat des intérêts minoritaires de <b>CACEIS</b> et partenariat avec <b>ICG</b> sur les actifs privés.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Très bonnes performances de l'activité <b>Equity</b> avec des revenus en hausse portés par les <b>dérivés</b> et le <b>Global Securities Financing</b> (GSF).</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Bonne performance du métier investissement en <b>France, succursales de New York, Singapour et à Londres</b> dans un contexte de 1ère moitié d'année volatile liée aux incertitudes sur les droits de douane, suivi d'un apaisement des marchés financiers soutenus par des marchés actions haussiers et une liquidité abondante sur les marchés obligataires.</li><li>Positionnement défensif du métier investissement après avoir saisi les opportunités offertes temporairement en avril, avec une réduction progressive des expositions au regard des niveaux atteints par les marchés financiers.</li></ul>
<b>Banque de Grande Clientèle</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>Résilience des activités de <b>Global Banking</b> dans un contexte moins porteur marqué par les annonces tarifaires, les incertitudes géopolitiques et l'attentisme des clients entreprises.</li><li>Forte contribution des activités <b>Advisory et Capital Markets</b>, plus particulièrement en <b>Amérique</b>, compensant l'effet des taux sur l'activité CashManagement.</li><li>Dynamisme commercial soutenu en <b>Transaction Banking</b> (<b>Cash Management et Trade Finance</b>), compensant partiellement l'impact de la baisse des taux.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Très bonnes performances des activités de <b>Financement et Conseil</b> portées par une forte dynamique du métier <b>Global Banking &amp; Advisory</b> avec les activités de financement dans les secteurs des infrastructures et des transports et des <b>financements de fonds</b> ainsi qu'une croissance soutenue sur les <b>marchés de capitaux</b> (dettes et actions), notamment aux États-Unis.</li><li>Métier <b>Global Transaction &amp; Payment Services</b> impacté par les effets liés à la baisse des taux d'intérêts et aux taux de change, malgré une bonne activité commerciale et une croissance continue des dépôts des clients.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Activité globalement stable dans la <b>banque de financement</b>, soutenue par une bonne dynamique de la banque commerciale notamment dans le secteur <b>Télécom</b>, malgré un recul dans les financements structurés en raison d'un effet de base défavorable sur l'aéronautique.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Poursuite de l'expansion de <b>Natixis CIB</b> dans la zone APAC avec l'obtention d'une licence bancaire au <b>Japon</b>.</li><li>Activité dynamique dans <b>Global Finance</b>, soutenue par l'ensemble des métiers <b>Real Assets</b>, en particulier le financement des infrastructures, de l'énergie, de l'immobilier et de l'hôtellerie.</li><li>Lancement de la ligne métier <b>Transportation Finance</b>: solutions dédiées au financement d'actifs mobiles.</li><li>Bonne performance des activités <b>d'Investment Banking</b> et <b>M&amp;A</b>, soutenues par une activité commerciale positive sur l'ensemble des métiers.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Production globale de crédits des <b>financements structurés</b> en hausse significative avec des <b>différences notables par segment</b>: production en retrait pour les financements d'acquisitions en raison de l'absence de redémarrage du marché primaire LBO, et production en forte hausse pour les financements de projets.</li><li>Accompagnement de 218 entreprises par <b>CIC Aidexport</b> avec les bureaux de représentation jouant un rôle d'ambassadeurs pour les clients.</li></ul>

# Evolution du coût du risque (CdR) - Contexte

Dans la continuité des trimestres précédents, le niveau d'incertitudes économiques et géopolitiques reste très élevé avec notamment la montée du protectionnisme (droits de douane mis en place par l'administration Trump), le shutdown de l'administration fédérale, les velléités d'annexion du Groenland, le renversement de Nicolas Maduro au Vénézuéla, les tensions au Moyen-Orient, la rivalité sino-américaine et la poursuite de la guerre en Ukraine.

✓ Malgré ce contexte, la croissance mondiale en 2025 a été plus résiliente que prévue par le FMI, ce qui a conduit ce dernier à réviser, dans sa [publication du 19 janvier 2026](#), à la hausse ses **prévisions de croissance économique mondiale pour 2026 à 3,3%** (+0,2% vs dans la [publication du 14 octobre 2025](#)). La prévision pour 2027 reste inchangée à 3,2%. Cette évolution est la combinaison d'éléments contraires (politiques commerciales et droits de douane, incertitudes) et favorables (investissements IA, soutiens budgétaires/monétaires, conditions financières encore souples, résilience privée). Il en résulte:

▪ **au niveau des pays avancés, une prévision de croissance de 1,8% pour 2026 avec de fortes disparités selon les pays:**

- USA: 2,4% pour 2026 (+0,3% vs octobre) grâce notamment aux investissements dans l'IA et aux effets reports post-shutdown;
- Zone Euro: 1,3% pour 2026 avec pour la France 1% (+0,1% vs octobre) et pour l'Allemagne 1,1% (+0,2% vs octobre grâce aux mesures de relance budgétaire);

▪ **du côté de la Chine, la prévision de croissance est de 4,5 % pour 2026** (+0,3% vs octobre) grâce notamment à la trêve commerciale avec les États-Unis jusqu'en novembre 2026 et aux mesures de relance économique.

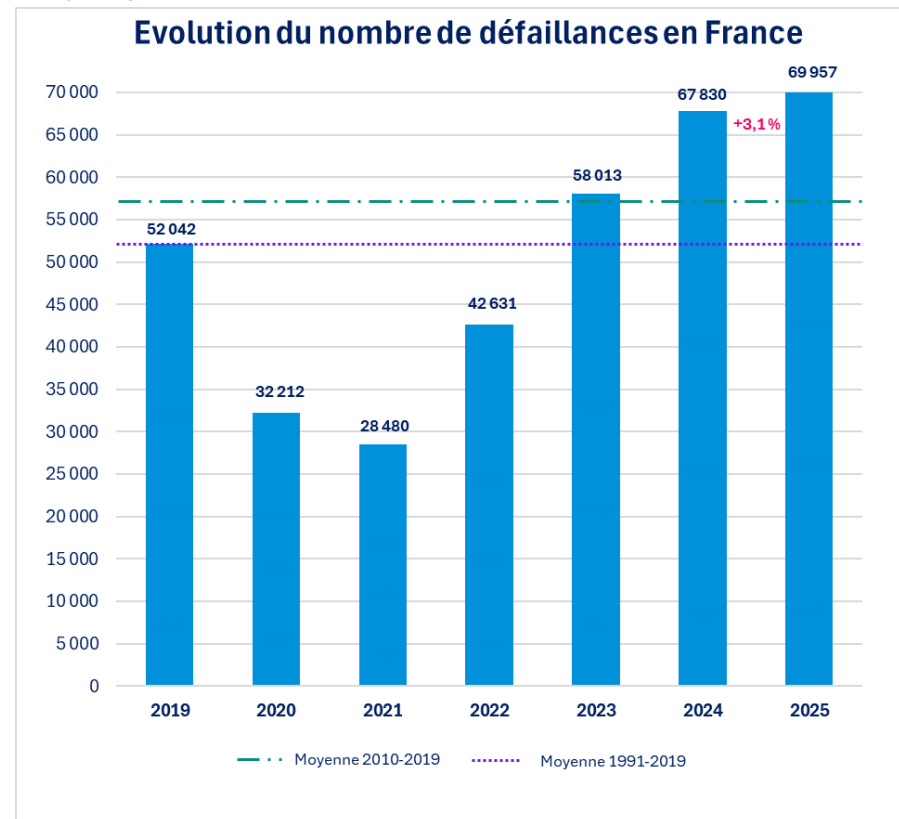
✓ Sur l'inflation mondiale, le FMI prévoit une poursuite de la baisse de 4,1% estimé pour 2025 à 3,8% en 2026 (+0,1% par rapport à octobre compte tenu d'un retour plus progressif de l'inflation à sa cible aux USA) et 3,4% en 2027.

✓ Du côté des politiques monétaires des principales banques centrales:

- La BCE a maintenu inchangé depuis juin ses taux directeurs alors que l'inflation européenne vient de basculer en janvier sous les 2% (estimation à 1,7% mais avec des disparités importantes entre les pays).
- La FED quant à elle, vient d'interrompre en janvier sa série de trois baisses de 25bp des taux directeurs entamée en septembre. Les taux avaient été ramenés dans la fourchette de 3,50-3,75% fin 2025. Cette décision intervient alors que la croissance est robuste, que le marché de l'emploi semble se stabiliser et que l'inflation reste supérieure à la cible.

✓ En France, la situation politique est toujours très instable avec pas moins de 5 gouvernements depuis janvier 2024 et un gouvernement qui ne dispose pas de la majorité à l'Assemblée Nationale. Toutefois, l'échec des motions de censure déposées dans le cadre du vote du budget 2026 et les enjeux électoraux à venir devraient favoriser le maintien du gouvernement actuel jusqu'aux élections présidentielles de 2027. Les récentes dégradations de la notation de la France par S&P et Moody's, accroissent la pression sur le gouvernement et sur l'objectif de réduction des déficits publics.

✓ Par ailleurs en France, **les défaillances d'entreprises ont atteint sur 2025 un nouveau record à près de 70 000 défaillances** (chiffre provisoire). Les entreprises de plus de 100 salariés sont particulièrement touchées avec un enjeu significatif en termes d'emplois.

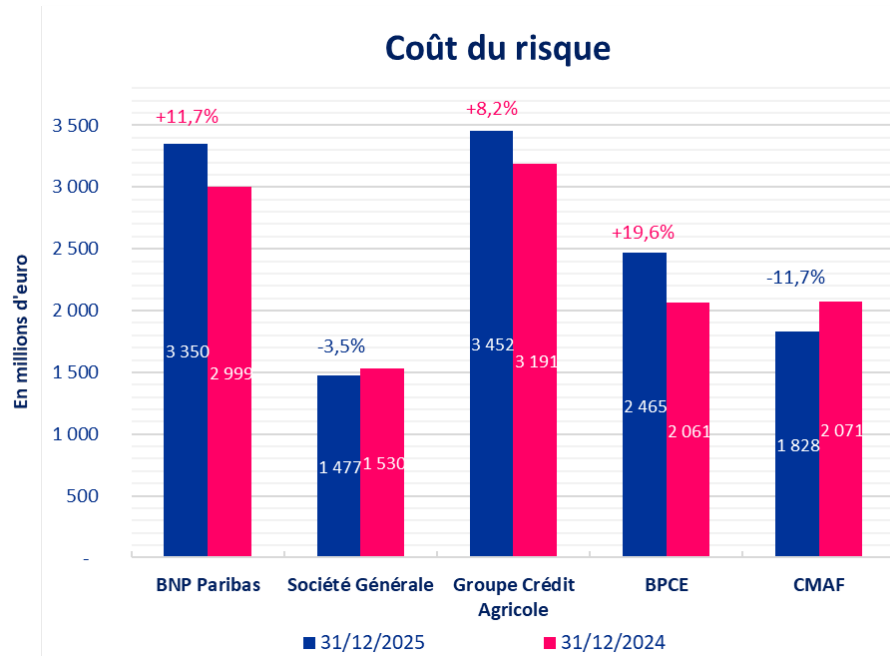


Source des données : [Etudes trimestrielles ALTARES](#) 2025, 2024 et 2023

# Evolution du CdR des banques françaises – Panorama global

Dans ce contexte particulier, le CdR cumulé des 5 banques françaises de notre échantillon est en hausse sensible au 31 décembre 2025 avec des disparités entre établissements.

En effet, le CdR cumulé affiche une hausse d'environ 6% et s'élève à 12,6 Mds€ contre 11,8 Mds€ au 31 décembre 2024.



Source des données : Etats financiers non audités, communiqués de presse et présentations aux investisseurs au 31 décembre 2025 et 31 décembre 2024

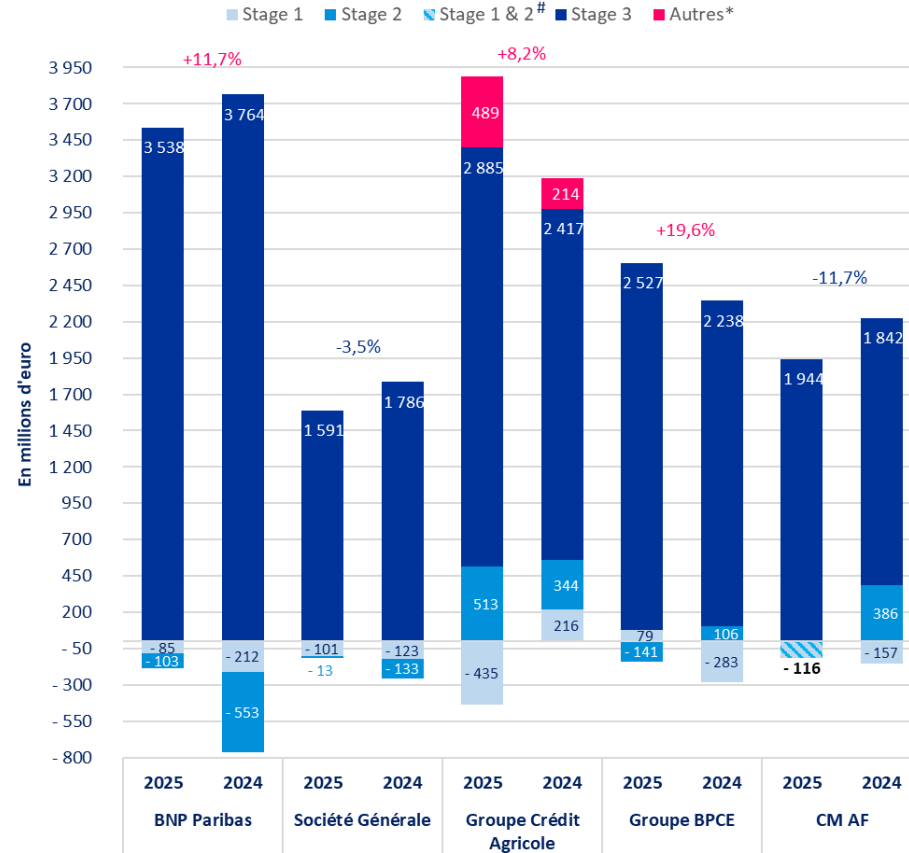
Pour rappel, BNP Paribas avait procédé à un changement de présentation fin 2023 avec la création d'une ligne « Autres charges nettes pour risque sur instruments financiers » sous le coût du risque. Ces éléments présentés hors coût du risque s'élèvent à 203 M€ au 31 décembre 2025 versus 202 M€ au 31 décembre 2024.

Ils incluent principalement pour 2025 des provisions de 118 M€ au titre des prêts hypothécaires indexés sur le CHF en Pologne et de 100 M€ au titre de crédits renouvelables accordés en Espagne compte tenu des décisions rendues par la Cour Suprême sur les exigences de transparence en matière d'information.

<sup>1</sup> Où Stage 1 (S1) : Correspond aux encours sains sans dégradation significative depuis l'origine ; Stage 2 (S2) : Correspond aux encours sains ayant subi une dégradation significative du risque de crédit depuis l'origine ; Stage 3 (S3 ou encours douteux) : Correspond aux encours en défaut.



Le CdR se décompose par Stage<sup>1</sup> comme suit:



\* Comprend pour Groupe Crédit Agricole les éléments non présentés par stage (dont pertes sur créances irrécouvrables, récupérations sur créances amorties, etc.) ainsi que des éléments non récurrents

<sup>#</sup> Dans le cas où la décomposition entre les stages 1 & 2 n'est pas disponible

Source des données : Etats financiers non audités, communiqués de presse et présentations aux investisseurs au 31 décembre 2025 et 31 décembre 2024

La dynamique de CdR sur les Stages 1 & 2 est à la réduction des reprises (BNP Paribas, Société Générale et BPCE). Seul le Groupe Crédit Agricole continue de constituer des provisions (avec des dotations en baisse par rapport à fin 2024). CM Alliance Fédérale passe en reprise nette sur les Stages 1 & 2.

Le CdR Stage 3 reste à un niveau élevé même s'il connaît des évolutions hétérogènes selon les banques, allant d'une situation de diminution (BNP Paribas -6% et Société Générale -10,9%) à des situations d'augmentation dans les banques mutualistes (GCA +19,4% et Groupe BPCE +12,9% et CM Alliance Fédérale +5,5%).

Au 31 décembre 2025, 3 des 5 banques communiquent spécifiquement sur leurs expositions au risque souverain France. Le détail des expositions par établissement est présenté dans les slides suivantes consacrées à l'analyse du CdR de chaque établissement.



# Evolution du CdR des banque françaises – Détail par banque

BNP Paribas

## CdR global

- **CdR de 3 350 M€, +351 M€**, en lien avec:
  - ✓ **une diminution des reprises sur les Stages 1 & 2 à 188 M€ contre des reprises de 765 M€** (variation de 577 M€ par rapport à fin 2024) compensée partiellement par
  - ✓ **la baisse du Stage 3 de 226 M€ à 3 538 M€ (3 764M€ fin 2024)**
- CdR à 36bp, inférieur à la guidance 2024-2026 de 40bp (**Objectif maintenu pour 2026 d'un CdR < à 40bp**)

## CdR par métier

- **Commercial Investment Banking: dotation de 452 M€ en 2025 contre une reprise de 143 M€ en 2024.** Variation de 595 M€ à mettre en lien avec des reprises sur les Stages 1 & 2 en 2024 et un dossier spécifique au Q3-25 sur Global Markets NB : *BNPP indique un coût du risque en voie de normalisation*
- **Commercial Personal Banking Solutions: dotation de 2 856 M€, -143 M€ / -4,8% vs 2024** avec notamment:
  - ✓ la **Banque Commerciale en France** en dotation de 466 M€, **-202 M€** vs 2024 (un dossier spécifique en 2024 pour 123 M€)
  - ✓ **BNL** en dotation de 215 M€, **-124 M€** compte tenu d'une baisse des dotations en Stage 3 (diminution des crédits en défaut)
  - ✓ la **Banque Commerciale en Europe Méditerranée** en dotation de 260 M€, **+95 M€** (BNP indique une normalisation du coût du risque en Turquie et en Pologne)
  - ✓ **l'activité de crédit à la consommation (Personal Finance)** en dotation de 1 556 M€, **+58 M€** (CdR à 140 bp au T4-25, stable vs T4-24. Pour rappel :CdR à 138bp au T3-25, 144bp au T2-25 et 149bp au T1-25)
- Investment banking et hors métiers: CdR à 42 M€ (-101 M€)

## Scénarios et pondérations

- **Mise à jour des scénarios économiques et pondérations:** *Le scénario central se caractérise par le maintien du rythme de croissance actuel, une politique monétaire plus accommodante aux USA et une pression à la hausse sur les taux longs.*

Prévisions en %		Scénario 12/2025		Scénario 12/2024		Prévisions en %		Scénario 12/2025		Scénario 12/2024	
		2025	2026	2025	2026			2025	2026	2025	2026
Croissance du PIB	Europe	1,4	↓ 1,3	1,1	1,5	Inflation	Europe	2,1	↓ 1,7	1,9	2,0
	France	0,8	↓ 1,1	0,8	1,3		France	0,9	↓ 1,4	1,4	1,9

- **Pondérations: Hausse modérée du scénario « Adverse »**

Scénario	Sévère	Adverse	Central <sup>(1)</sup>	Favorable
31 décembre 2025	2%	21%	51%	26%
31 décembre 2024	5%	17%	50%	28%

<sup>(1)</sup> Le scénario "Central" s'établit toujours autour de 50%.

- **Effet de la pondération à 100% de chaque scénario sur les dépréciations S1-S2**

Analyse de sensibilité	Sévère	Adverse	Central	Favorable
31 décembre 2025	NC	780	NC	- 560
31 décembre 2024	NC	870	NC	- 570

## Ajustements post-modèles

- **Ajustements post-modèles pour limites de modèle** (par exemple, en cas de données statistiques insuffisantes ne permettant pas de refléter une situation particulière). Notamment:
  - ✓ Ajustements constitués en 2022 pour tenir compte des effets de l'inflation et de la hausse des taux, par exemple sur le secteur du crédit à la consommation (baisse du reste à vivre de la clientèle la plus sensible)
  - ✓ **Réévaluation de ces ajustements entre 2023 et 2025 pour tenir compte de l'évolution du contexte économique** => Reprise ou utilisation des ajustements
- **Au 31 décembre 2025, ces ajustements représentent 2,1% du total des ECL** (3% au 30 juin 2025, 3,7% au 31 décembre 2024, 4,5% à fin 2023 et 6,1% à fin 2022)
- Ajustements post-modèles également considérés pour prendre en compte le cas échéant les conséquences d'incidents climatiques

## Autres

- Expositions aux secteurs sensibles :
  - ✓ Immobilier commercial: 3,4% des engagements bruts<sup>1</sup> (65,8 Mds€ à 93% en Europe) dont 4,3% de douteux
  - ✓ LBO: 0,6% des engagements bruts<sup>1</sup> (12,3 Mds€) dont 8,8% de douteux
  - ✓ Private Credit: environ 3% des encours de crédit totaux<sup>2</sup>, en grande majorité sur du « Senior Portfolio Financing » (base diversifiée de clients et d'encours)
- Stock de provision à 18,2 Mds€ dont 13,3 Mds€ sur le stage 3

<sup>1</sup> Engagements bruts de crédit, bilan et hors bilan, non pondérés à fin septembre 2025 de 1 910 Mds€

<sup>2</sup> Encours de crédit totaux à la clientèle du Groupe à fin septembre 2025 de de 893 Mds€

# Evolution du CdR des banque françaises – Détail par banque

## Société Générale

### CdR global

- **CdR de 1 477 M€, -53 M€ (-3,5%)** en lien avec:
  - ✓ la diminution (-195 M€) du **Stage 3** pour atteindre 1 591 M€ fin 2025
  - ✓ une diminution des reprises de **142 M€ sur les Stages 1 et 2** (qui passent de 256 M€ à fin 2024 à 114 M€ fin 2025)
- **CdR à 26 bp (29bp au T4-25)**  
Pour rappel, cible 2025 et 2026 de CdR compris entre 25-30bp

### CdR par métier

- Dont:
- Banque de détail France, Banque Privée & Assurances : CdR à 703 M€, stable (-1,2%)
  - **Mobilité, Banque de détail et services financiers à l'International : CdR à 489 M€ en baisse de 30,7%**
  - **Banque de Grande Clientèle : CdR à 297 M€, en nette hausse (x2,4)** par rapport à 2024

### Scénarios et pondérations

- **Mise à jour des scénarios économiques et pondérations:** Le scénario central se caractérise par une croissance faible en zone euro dans un contexte de politique budgétaire plus restrictive qu'en 2025 et d'incertitudes géopolitiques persistantes notamment aux USA avec les droits de douanes et les incertitudes liées à l'immigration.
- **Nouveau scénario « Debt Tension »** introduit afin de capter les risques liés à la trajectoire des finances publiques dans les grandes économies

Prévisions en %		Scénario 12/2025		Scénario 12/2024	
		2025	2026	2025	2026
Croissance du PIB	Europe	NC	↓ 0,8	1,0	1,0
	France	NC	↓ 0,6	0,9	1,1

⇒ Les mises à jour des variables macroéconomiques et des probabilités de défaut ont eu pour effet d'augmenter de 82 M€ le montant des ECL dont 39 millions liés au passage à quatre scénarios

- **Pondérations: Nouveau scénario « Debt Tension »**

Scénario	Debt tension	Stressé	Central	Favorable
31 décembre 2025	20%	14%	56%	10%
31 décembre 2024	N/A	34%	56%	10%

- **Effet de la pondération à 100% de chaque scénario sur les dépréciations S1-S2**

Pondération à 100%	Debt tension	Stressé	Central	Favorable
31 décembre 2025	64	752	- 144	- 229
31 décembre 2024	N/A	208	- 149	- 219

### Ajustements post-modèles

- **Ajustements sectoriels: 651 M€ (-101 M€ sur l'exercice), avec impact sur le staging depuis 2025. Ces ajustements :**
  - ✓ Prennent en compte les risques liés au changement climatique (risque de transition et risques physiques);
  - ✓ Concernent les secteurs suivants: **l'immobilier commercial, la construction-travaux publics et les télécommunications.**  
A noter que des reprises ont été effectuées sur les prêts à effet de levier et sur les secteurs suivants : commerce de détail non alimentaire, fabrication de machines et d'équipements.
- **Transfert en S2 de 1,7 Mds€ d'expositions:** Secteurs des équipementiers automobiles, des vins et spiritueux et de la fibre optique en Europe hors France  
=> Impact de 15 M€ sur les ECL (transfert non réalisé si l'effet est non matériel sur les ECL)
- **Autres ajustements d'ECL: 426 M€ (+16 M€ sur l'exercice) qui sont destinés à couvrir:**
  - ✓ **Des éléments non pris en compte par les modèles** en lien avec les risques induits par le contexte économique spécifique comme les conséquences des incertitudes géopolitiques sur les portefeuilles plus particulièrement exposés ou l'impact de ce contexte sur l'activité de recouvrement;
  - ✓ Des travaux en voie de finalisation conduisant à une estimation affinée des pertes en cas de défaut sur les portefeuilles de prêts immobiliers en France.

NB: L'ajustement sur le portefeuille de crédit offshore à des clients Corporate russes a été intégralement repris en 2025 compte tenu de la réduction des expositions.

### Autres

- 15 Mds€ (+0,8 Mds€ par rapport au T3-25) d'expositions sur le risque Souverain France dont 8,5 Mds€ d'OAT (80% au coût amorti)
- Exposition limitée et diversifiée à l'Immobilier Commercial (2,8% des EaD<sup>12</sup>, dont 3%<sup>2</sup> en S3): France 48%<sup>2</sup>, Europe 37%<sup>2</sup>, USA 9%<sup>2</sup> (dont 15%<sup>2</sup> en S3 vs 17% au T3-25)
- Autres secteurs sensibles: Construction à 1,2% des EaD<sup>1</sup>, Distribution hors alimentation à 0,6% des EaD<sup>1</sup> et Constructeurs automobiles à 0,5% des EaD<sup>1</sup>, Financial sponsors à 1,2% des EAD<sup>1</sup> et Hedge Funds à 0,4% des EAD<sup>1</sup>
- Expositions sur les PME à hauteur de 4% des EaD<sup>1</sup> principalement en France

<sup>1</sup> EAD de 1 045 Mds€ au 31 décembre 2025

<sup>2</sup> Données au 30 septembre 2025

# Evolution du CdR des banque françaises – Détail par banque

## Groupe Crédit Agricole

### CdR global

- CdR de 3 452M€ (+8,2%), en lien avec:
  - ✓ la hausse du Stage 3 (+19,4% / +468 M€) qui atteint 2 884 M€ au 31 décembre 2025
  - ✓ des dotations de 78 M€ sur les Stages 1 & 2 contre une dotation 560 M€ au 31 décembre 2024 (-86%)
  - ✓ Une dotation de 489 M€ (+275 M€) sur les risques « Autres<sup>1</sup> » dont 82 M€ de risques juridiques sur les crédits automobile UK et 244 M€ de pertes non couvertes nettes de récupération sur créances amorties
- CdR de 28bp

### CdR par métier

Dont:

- **Caisses Régionales: CdR à 1 471 M€ (+11,5%), CdR à 22bp stable (+1bp vs T3-25)**
- **Grandes Clientèles-BFI: CdR à 127 M€ (+8,5%) à un niveau restant faible**
- Banque de proximité:
  - ✓ **LCL: CdR à 410 M€, +10% sur 2025** (sur les entreprises et notamment sur les secteurs commerce/distribution)
  - ✓ CA Italia: CdR à 272 M€ (+10,4%). Le groupe indique une provision non récurrente de 30 M€ sur Banca Progetto (NB: établissement administré depuis mars 2025 par la Banque d'Italie) et le maintien d'une bonne qualité des actifs et la stabilité du taux de couverture
- Services de Financements Spécialisés:
  - ✓ **Financement Personnel et Mobilité: CdR à 988 M€ (+12,6%)** dont risques juridiques sur les crédits automobile UK
  - Crédit-Bail & Affacturage: CdR à 88 M€ (+7,9%) en hausse compte tenu de quelques dossiers d'affacturage en Espagne et de l'effet de l'intégration de Merca Leasing

## Scénarios et pondérations

- **Mise à jour des scénarios économiques et pondérations en octobre 2025.** Le scénario central se caractérise par une résistance de la croissance, une stabilité des taux de la BCE et une pression à la hausse sur les taux longs.

Prévisions en %		Scénario 12/2025		Scénario 12/2024		Prévisions en %		Scénario 12/2025		Scénario 12/2024	
		2025	2026	2025	2026			2025	2026	2025	2026
Croissance du PIB	Europe	1,3	↑ 1,3	1,3	1,2	Inflation	Europe	2,1	↓ 1,7	1,8	2,2
	France	0,7	↓ 1,2	1,0	1,5		France	1,0	↓ 1,1	1,1	1,7

- **Pondérations: Baisse du scénario « Adverse modéré » au profit du « Central »** • **Effet de la pondération à 100% de chaque scénario sur les dépréciations S1-S2**

Scénario	Adverse sévère	Adverse modéré	Central	Favorable
31 décembre 2025	15%	25%	55%	5%
31 décembre 2024	18%	50%	30%	2%

Analyse de sensibilité <sup>(1)(2)</sup>	Adverse sévère	Adverse modéré	Central	Favorable
31 décembre 2025	33,4%	4,2%	-9,6%	-12,7%
31 décembre 2024	30,7%	0,0%	-15,7%	-19,3%

- (1) La sensibilité sur les ECL définis selon les paramètres centraux peut faire l'objet d'ajustements au titre des forward looking locaux qui, le cas échéant, pourraient la réduire ou l'augmenter  
 (2) Selon notre compréhension, il s'agit de la variation du stock de provisions S1-S2 déterminées par le modèle central en cas de pondération à 100% de chacun des scénarios

### Ajustements post-modèles

- Le Groupe Crédit Agricole indique que « pour tenir compte des particularités locales (liées à la géographie ou à certains métiers), certaines entités du Groupe complètent les scénarios macroéconomiques définis au niveau central par des hypothèses spécifiques (forward looking locaux). »
- **Les ECL S1-S2 avec les ajustements locaux représentent 41% du total des ECL (vs 42% fin 2024). Ce taux est de 46% sur les CRCA.**

### Autres

- 98,6 Mds€ d'expositions sur le risque Souverain France<sup>3</sup> à 80% sur CASA (activités banque et assurance) dont 65,3 Mds€ d'OAT (35% au coût amorti)
- Expositions Corporate Crédit Agricole S.A. de 380 Mds€ dont 71,7% notées Investment Grade en équivalent note interne (chiffre quasi stable vs S1-25) dont **PME à 29,3 Mds€ (26,7 Mds€ à fin décembre)**
- Expositions LBO chez CACIB de 4,4 Mds€ à fin novembre 2025 (+0,4 Mds€ par rapport au chiffre donné fin 2024)



<sup>1</sup> « Autres » comprend tous les éléments qui ne sont pas présentés dans les Stages 1, 2 et 3 (notamment les pertes non couvertes nettes des récupérations sur créances amorties, des mouvements sur des provisions pour risques et charges, des décotes sur encours restructurées, etc.)

<sup>2</sup> CdR annualisés sur 4 trimestres glissants

<sup>3</sup> Données au 30 septembre 2025

# Evolution du CdR des banque françaises – Détail par banque

Groupe BPCE

## CdR global

- CdR de 2 465 M€ (+19,6%), en lien avec:
  - ✓ la hausse du Stage 3 qui passe de 2 238 M€ en 2024 à 2 527 M€ en 2025 (+12,9%)
  - ✓ des reprises sur les Stages 1 & 2 de 62 M€ vs des reprises de 177 M€ en 2024
- CdR de 28bp

## CdR par métier

- Dont:
- **Banque de Proximité & Assurance: CdR à 2 167 M€ (+24%)** dont:
    - ✓ Réseau des Banques Populaires 971 M€ (+19%),
    - ✓ Réseau des Caisses d'Epargne 837 M€ (+31%),
    - ✓ Solutions & Expertises financières 179 M€ (+65%) en lien notamment avec SOCFIM compte tenu d'un niveau faible de CdR en 2024,
    - ✓ Digital & Paiements 134 M€ (+7%)
  - **Global Financial Services: CdR à 235 M€ (-12%)** dont Banque de Grande Clientèle à 228 M€ (-19%)

## Scénarios et pondérations

- Mise à jour des scénarios économiques et pondérations
- Le scénario central se caractérise par une aggravation de la guerre commerciale avec des mesures mises en place par tous les pays pour contrer les droits de douanes (impact négatif sur la croissance aux USA), ralentissement de la croissance en zone euro et France (dans une moindre mesure), retour à la cible de l'inflation en zone euro à partir de 2027 (hors Allemagne), taux BCE stable à 2% jusqu'en 2028, baisse des taux de la FED jusqu'à 3% en juin 2026

Prévisions en %		Scénario 12/2025		Scénario 12/2024	
		2025	2026	2025	2026
Croissance du PIB	Europe	0,8	↓ 1,0	1,40	1,45
	France	0,6	↓ 1,0	1,40	1,57

- **Pondérations: Baisse du scénario « Central » au profit des scénarios « Optimiste » et « Pessimiste »**

Zone géographique	France			Zone Euro			Zone US		
	Pessimiste	Central	Optimiste	Pessimiste	Central	Optimiste	Pessimiste	Central	Optimiste
31 décembre 2025	30%	35%	35%	21%	25%	54%	11%	32%	57%
31 décembre 2024	15%	80%	5%	13%	78%	9%	10%	65%	25%

- **Effet de la pondération à 100% de chaque scénario sur les dépréciations S1-S2**

Analyse de sensibilité <sup>(1)</sup>	Pessimiste	Central	Optimiste
31 décembre 2025	6%	-1%	-5%
31 décembre 2024	23%	-3%	-14%

<sup>(1)</sup> Il s'agit de la variation du stock de provisions S1-S2 déterminées par le modèle central en cas de pondération à 100% de chacun des scénarii

Rétrécissement du corridor entre les 2 bornes pessimistes et optimistes et rééquilibrage des pondérations entre les 3 scénarios. En effet, le groupe BPCE estime qu'avec le développement des discussions entre Etats sur les droits de douane, l'amplitude du scénario pessimiste est devenue moins importante.

## Ajustements post-modèles

- Des provisions complémentaires sont enregistrées par les établissements pour couvrir les risques spécifiques de leurs portefeuilles susceptibles d'être les plus touchés par la dégradation du contexte macroéconomique (hausse de l'inflation, flambée des prix de l'énergie, pénuries, etc.). **Principaux secteurs concernés par ces ajustements:**
  - ✓ Distribution / commerce
  - ✓ Automobile
- NB: Secteurs en reprise sur la période: Professionnels de l'immobilier, BTP et Tourisme, hôtellerie & restauration
- Sur la banque de proximité, les ajustements qui reflétaient l'impact positif des mesures de soutien à l'économie ont été repris en raison de la diminution des bénéfices procurés par les moratoires et les PGE et de l'évolution de la situation économique
- **Le total de ajustements de provisions s'élève à 1 772 M€ (dont compléments au modèle central de 1 548 M€) vs 1 968 M€ au Q4-24 (-196 M€)**
- A noter que les risques environnementaux ne sont pas pris en compte dans les modèles centraux mais au niveau de certains établissements soit via l'application d'un stress sur la note de la contrepartie, soit via l'application d'un taux de provisionnement global en fonction du segment de clientèle selon sa vulnérabilité aux risques climatiques
- Evolutions des modèles sur 2025 (extension des modèles Petites Entreprises aux entreprises étrangères, calibrages spécifiques pour les Financements Spécialisés Immobiliers pour mieux prendre en compte leur comportement spécifique, etc.) générant une reprise de 83 M€

## Autres

- 31% des expositions brutes<sup>1</sup> sont sur les entreprises dont 66% en France, 17% en Europe et 11% en Amérique
- 8% des expositions brutes<sup>1</sup> sont sur les professionnels
- 29% des expositions brutes<sup>1</sup> sont les particuliers dont 24% sur du crédit à l'habitat
- Risque souverain France: 15 Mds€ d'OAT dont environ 53% au coût amorti
- 6 Mds€ de PGE au 31 décembre 2025 (contre 10 Mds€ fin 2024)

<sup>1</sup> Estimation des expositions de crédit brutes à 1 555 Mds€ au 31 décembre 2025

### CdR global

- **CdR de 1 828 M€ en baisse de 11,8%** qui s'explique par:
  - ✓ **La hausse de 101 M€ du Stage 3** (+5,5%) dans un contexte économique difficile, tiré notamment par le crédit à la consommation
  - ✓ **des reprises de 116 M€ sur le S1-S2** compte tenu d'ajustements de paramètres sur le modèle de provisionnement hors de France et de reprises d'ajustements post modèles en France sur certaines typologies de clients (particuliers, professionnels et PME)
- **CdR à 33bp**

### CdR par métier

- Dont:
- Banque de financement: CdR de 78 M€, -6% vs 2024 dont CdR S3 à 95 M€ (+18%) et CdR S1-S2 en reprise de 17 M€
  - **Banque de détail & crédit à la consommation** (France et Europe): **CdR de 1 748 M€ contre 1 947 M€ en 2024 (-10,3%)** avec notamment:
    - ✓ Caisses de CM: CdR en baisse de 143 M€ qui s'explique par une baisse du CdR S3 et des reprises sur le CdR S1-S2 (à hauteur de 11 M€)
    - ✓ **Réseau CIC: CdR à 459 M€ (-9,4%)**. Cette variation résulte d'une **augmentation du CdR S3 liée à leur exposition aux défaillances d'entreprises élevées en 2025** et de **reprises significatives sur le S1 & S2**
    - ✓ **Cofidis Group: CdR à 568 M€ en hausse de 105 M€ dont 72 M€ au titre du CdR S1 & S2** (NB : le CdR S1 & S2 était en reprise en 2024)
    - ✓ Targobank: CdR en baisse de -10,6 % qui s'explique notamment par un ajustement des paramètres du modèle IFRS9 générant des reprises sur le S1-S2 et qui compense les dotations liées à la croissance des encours
- NB: Les activités de crédit à la consommation représentent 58% du CdR avéré/S3 en 2025 (63% au 30 juin 25)

### Scénarios et pondérations

- **Etats financiers au 31 décembre 2025 non encore disponibles à la date de publication de notre étude**

- Le scénario central à fin juin se caractérisait par une intensification de la guerre commerciale, une réduction du soutien des USA à l'Ukraine entraînant des plans de relance sur la défense en Europe (avec peu d'impact sur la croissance en France), une inflation limitée et une pression à la hausse sur les taux longs.

Prévisions en %		Scénario 06/2025		Scénario 12/2024		Prévisions en %		Scénario 06/2025		Scénario 12/2024	
		2025	2026	2025	2026			2025	2026	2025	2026
Croissance du PIB	France	0,6	➔ 1,1	1,0	1,1	Inflation hors tabac	France	1,2	⬇ 1,9	2,0	2,0

- Pour rappel, les pondérations et sensibilités communiquées au 30 juin 2025 étaient:

Scénario	Pessimiste	Central	Optimiste
30 juin 2025	25%	70%	5%
31 décembre 2024	25%	70%	5%

Analyse de sensibilité	Pessimiste	Central	Optimiste
30 juin 2025	248	- 326	- 417
31 décembre 2024	299	- 408	- 492

### Ajustements post-modèles

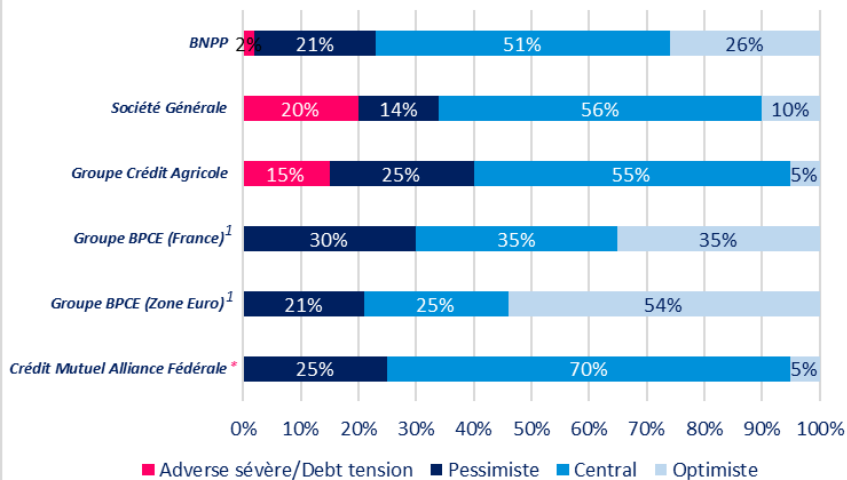
- **Etats financiers au 31 décembre 2025 non encore disponibles à la date de publication de notre étude. A noter que le groupe a indiqué** dans son communiqué de presse **que son modèle a atteint un niveau de fiabilité satisfaisant sur certaines typologies de clients (particuliers, professionnels et PME) en France et que le stock de provisions post-modèle a été revu à la baisse (via des reprises)**
- Pour rappel, au 30 juin 2025, CMAF indiquait que les **ajustements post-modèles** couvraient:
  - ✓ la dimension prospective du modèle compte tenu des fortes incertitudes macro-économiques issues de la conjoncture actuelle pour un montant de 266 M€ (228 M€ au 31 décembre 2024)
  - ✓ des secteurs d'activité particulièrement exposés (tels que l'agriculture, les transports terrestre, aérien et maritime, la production d'énergie, la métallurgie, la cokéfaction et le raffinage) et/ou aux effets des crises actuelles pour un montant de 159 M€ (101 M€ au 31 décembre 2024)
- NB : Ces deux ajustements représentaient **12,6% du montant total des dépréciations S1-S2** (contre 9,9 % au 31 décembre 2024)
- Par ailleurs, CMAF avait intégralement repris au 30 juin 2025 l'ajustement post-modèle de 50 M€ constitué sur les opérations à effets de levier

### Autres

- A la date de notre publication, seul le communiqué de presse a été mis à disposition sur le site Internet de Crédit Mutuel et ces informations ne sont pas disponibles.

# Evolution du coût du risque par banque – Comparaison des pondérations et des ajustements post-modèles

Comparaison des pondérations



<sup>1</sup> Il existe également un scénario pour les Etats-Unis

\* Informations à fin décembre non disponibles à la date de publication de l'étude - Présentation des données au 30 juin 2025

Nombre de scénarios:

- 3 banques utilisent 4 scénarios  
NB : Société Générale a instauré en 2025 un 4<sup>ème</sup> scénario
- 2 banques utilisent 3 scénarios  
NB : Le Groupe BPCE présente ses scénarios sur ses 3 grands zones géographiques (France, Europe et Etats-Unis)  
NB : Pour CMAF, il s'agit du nombre de scénario et des pondérations au 30 juin 2025

On peut noter que le scénario central représente généralement une partie significative de la pondération pour la plupart des établissements, de 35 à 70%

Le poids cumulé affecté aux scénarios favorables et défavorables (y compris adverse / « Debt Tension ») varie de:

- pour les défavorables (quel que soit leur dénomination, i.e. pessimiste / stressé / adverse / sévère / debt tension): de 15 à 40%
- pour le favorable: de 5 à 54%

Banques	31/12/2025			30/06/2025	
	BNP Paribas *	Société Générale *	Groupe Crédit Agricole*	Groupe BPCE*	CM Alliance Fédérale *
Montant des ajustements en M€	NC	<sup>1</sup> 1 077	NC	1 772	425
dont ajustements sectoriels	NC	651	NC	NC	159
Total des ECL S1-S2	3 777	2 939	10 825	5 577	3 696
Total ECL	17 490	9 573	24 949	16 891	12 145
Poids du S1-S2 sur le total des ECL	21,6%	30,7%	43,4%	33,0%	30,4%
Poids des ajustements sur le total S1-S2	NC	36,6%	NC	31,8%	11,5%
Poids des ajustements sur le total ECL	2,1% **	11,3%	NC	10,5%	3,5%

\* Périmètre soumis à IFRS 9 (y compris créances aux EC, titres au Cam et à la JVOCI et engagements HB) y compris actifs d'assurance

\*\* BNP indique que les ajustements post-modèles représentent 2,1% du montant total des pertes de crédit attendues, soit environ 0,4Mds€

<sup>1</sup> Montant hors effet de l'ajustement des paramètres de 82 M€

Les éléments figurant dans ce tableau ont été soit calculés à partir des éléments communiqués par l'établissement, soit repris directement des éléments de communication financière.

**A noter que toutes les banques ne communiquent pas le montant des ajustements post-modèles comptabilisés.**

NB : Pour Groupe Crédit Agricole, ces ajustements sont pris au niveau de chaque entité au regard de leurs propres portefeuilles.

# Evolution du CdR des banque françaises – Principaux ratios sur le risque de crédit

Les ratios repris ci-dessous sont ceux calculés et publiés par les établissements dans les communiqués de presse et les slides investisseurs. Le cas échéant, des précisions sont données sur les méthodologies de calcul dans les notes de bas de page.

## CdR en pb sur encours<sup>1</sup>

Coût du risque en pb des encours	BNP Paribas	Société Générale	Groupe Crédit Agricole <sup>(1)</sup>	Groupe BPCE	CM AF <sup>(2)</sup>
31 décembre 2025	36 ↑	26 →	28 ↑	28 ↑	33 ↓
31 décembre 2024	33	26	27	24	38

<sup>(1)</sup> Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

<sup>(2)</sup> Coût du risque total clientèle / Crédits bruts à la clientèle moyens

Le CdR sur encours en pb varie de manière cohérente avec l'évolution du CdR pour l'ensemble des banques.

## Poids des créances douteuses

Poids des créances douteuses	BNP Paribas <sup>(1)</sup>	Société Générale	Groupe Crédit Agricole	Groupe BPCE	CM AF
31 décembre 2025	1,6% →	2,81% →	2,2% ↑	2,7% ↑	3,3% ↑
31 décembre 2024	1,6%	2,81%	2,1%	2,5%	3,2%

<sup>(1)</sup> Les créances se composent du bilan et du hors bilan sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance).

Le poids du douteux est en hausse par rapport à fin 2024 pour le Groupe Crédit Agricole, le Groupe BPCE et CM AF.

Cette évolution nous semble être liée à la hausse des défaillances d'entreprises qui affecte en particulier les segments de clientèle Professionnels et PME.

NB: CMAF indique un poids du douteux hors PGE à 3%.

NB2: Le taux bas de BNP Paribas par rapport à ses pairs s'explique par la méthode de calcul (cf. footnote).

## Taux de couverture des créances douteuses

Taux de couverture (avant garanties et collatéraux)	BNP Paribas	Société Générale <sup>(4)</sup>	Groupe Crédit Agricole	Groupe BPCE	CM AF
31 décembre 2025	NC	44,0% ↑	48,4% ↓	39,3% ↓	45,5% ↓
31 décembre 2024	NC	43,0%	49,1%	39,7%	46,0%

Taux de couverture (après garanties et collatéraux)	BNP Paribas <sup>(3)</sup>	Société Générale <sup>(4)</sup>	Groupe Crédit Agricole	Groupe BPCE	CM AF
31 décembre 2025	66,9% ↓	82,0% ↑	NC	62,7% ↓	NC
31 décembre 2024	69,7%	81,0%	NC	68,0%	NC

<sup>(3)</sup> Rapport entre les Dépréciations Stage 3 et les Encours dépréciés (Stage 3) qui correspondent à: bilan et hors bilan, nettes des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance)

<sup>(4)</sup> Taux calculé selon la méthodologie de l'EBA.

A l'exception de Société Générale, les taux de couverture avant/après prise en compte des collatéraux ressortent en baisse. A notre avis, ces évolutions pourraient s'expliquer notamment:

- par des dossiers qui viennent d'entrer en douteux et dont le niveau de couverture est déterminé sur la base d'un scénario de continuité d'exploitation (i.e. un taux de couverture un peu plus bas);
- l'effet d'une couverture plus élevée des garanties.

NB: CMAF indique un taux de couverture hors PGE de 48%.

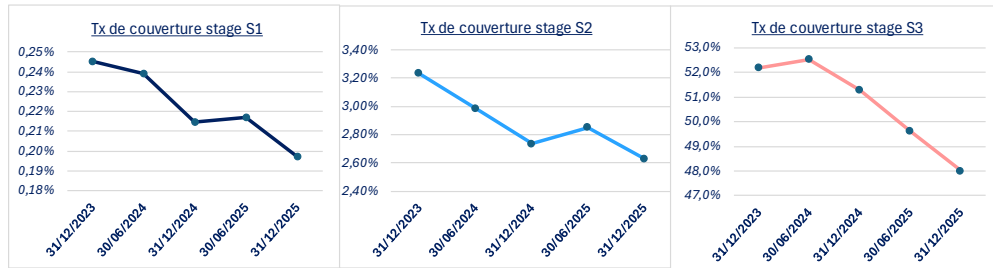
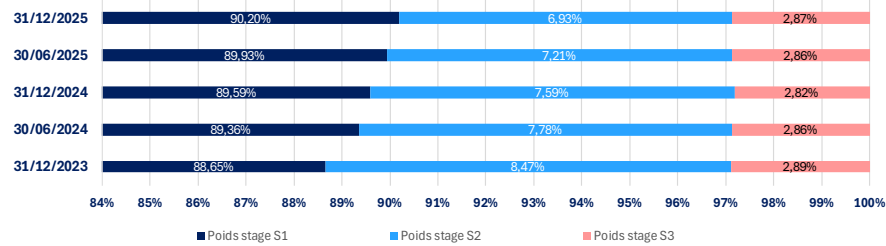
Source des données : Etats financiers non audités, communiqués de presse et présentations aux investisseurs au 31 décembre 2025 et 31 décembre 2024

# Evolution du coût du risque par banque – Poids des encours et Taux de couverture par Stage

Ces graphiques présentent (hors POCI dans le cas où l'établissement présente cette catégorie):

- l'évolution du **poids par Stage des créances à la clientèle évaluées au coût amorti**
- l'évolution du **taux de couverture des créances à la clientèle évaluées au coût amorti** pour chacun de ces stages

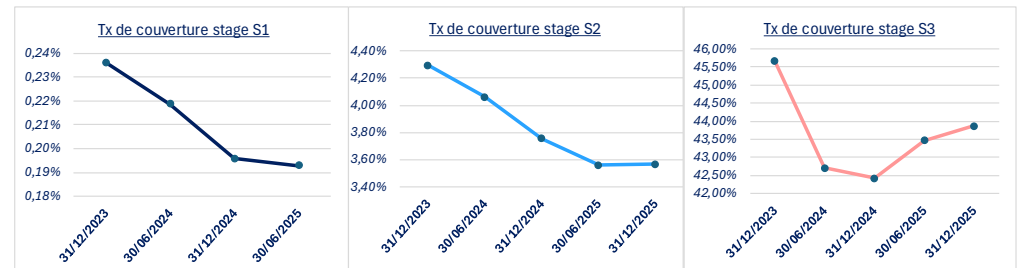
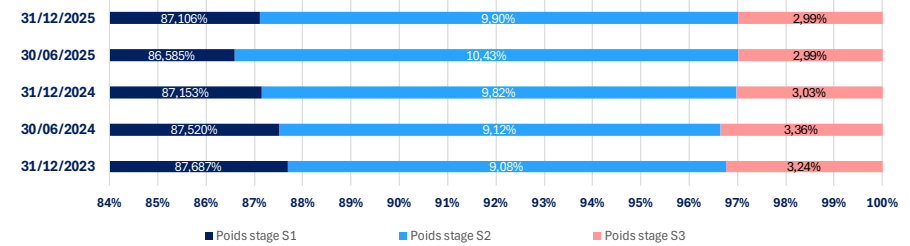
## BNP Paribas



A noter:

- Un poids du S2 légèrement inférieur à 7% (contre 8,5% fin 2023) avec un taux de couverture de 2,6%
- Un poids du S3 stable

## Société Générale



A noter:

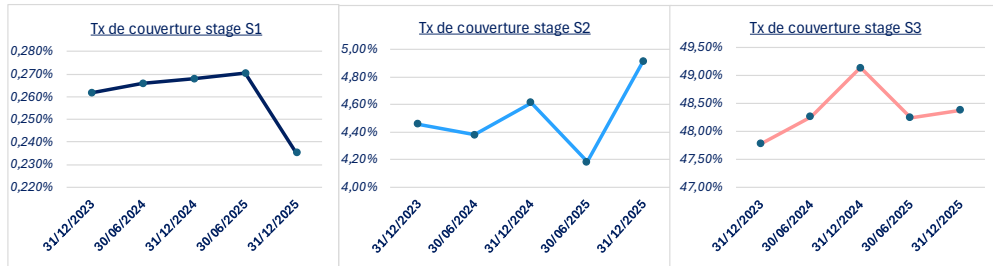
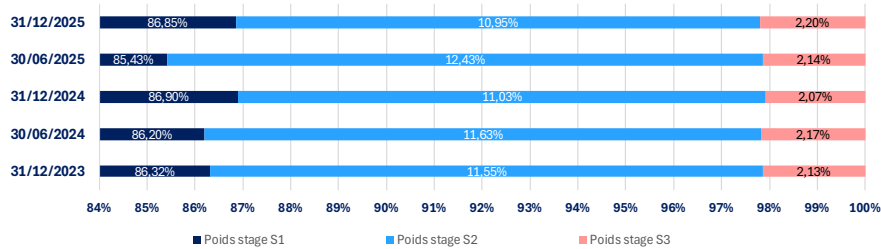
- Une hausse du poids du Stage 2 à près de 10% fin 2025 (9% en 2023)
- Cette évolution s'est accompagnée d'une réduction du taux de couverture moyen du S2 de 4,3 à 3,6%
- Un S3 stable depuis fin 2024 à 3%
- Une hausse du taux de couverture S3 depuis fin 2024

# Evolution du coût du risque par banque – Poids des encours et Taux de couverture par Stage (suite)

Ces graphiques présentent (hors POCI dans le cas où l'établissement présente cette catégorie):

- l'évolution du **poids par Stage des créances à la clientèle évaluées au coût amorti**
- l'évolution du **taux de couverture des créances à la clientèle évaluées au coût amorti** pour chacun de ces stages

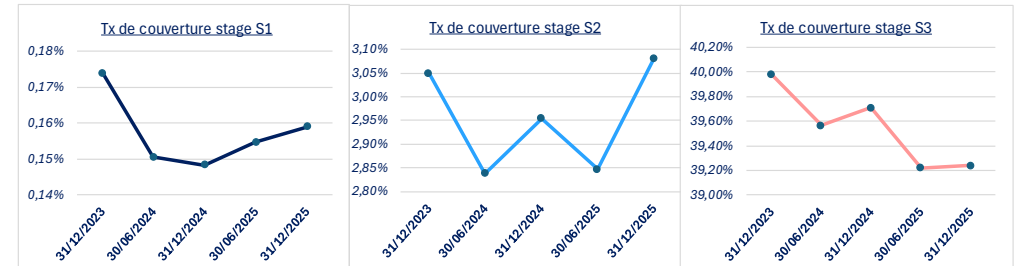
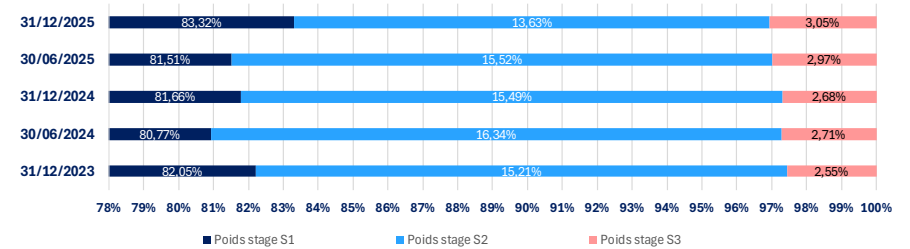
## Groupe Crédit Agricole



A noter:

- Un poids du S2 autour de 11% en baisse par rapport au 30 juin 2025, couvert à près de 4,9% fin 2025
- Un poids du S3 en légère hausse

## Groupe BPCE



A noter:

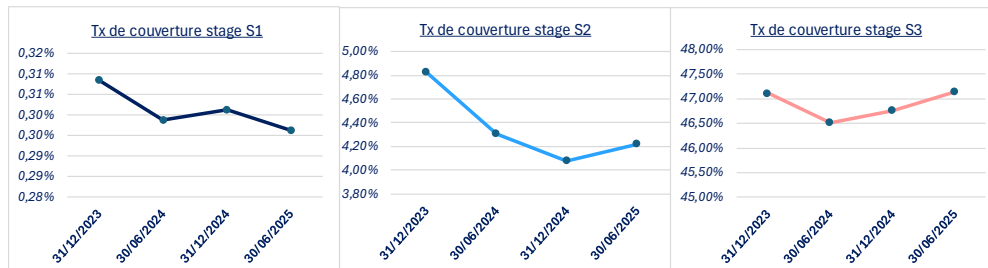
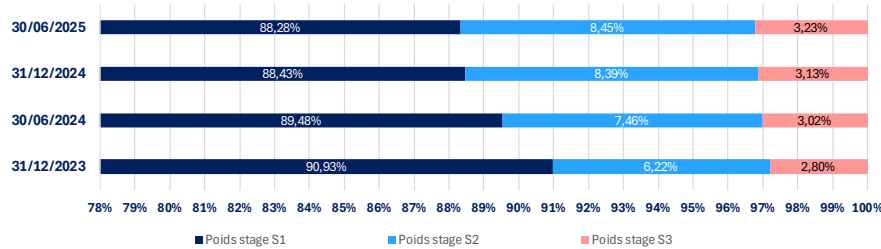
- Un poids du S2 de plus de 13% (en baisse par rapport à fin 2024 -> 15%), couvert en moyenne autour de 2,95%
- Un poids du S3 en hausse

# Evolution du coût du risque par banque – Poids des encours et Taux de couverture par Stage (suite)

Ces graphiques présentent (hors POCI dans le cas où l'établissement présente cette catégorie):

- l'évolution du **poids par Stage des créances à la clientèle évaluées au coût amorti**
- l'évolution du **taux de couverture des créances à la clientèle évaluées au coût amorti** pour chacun de ces stages

## CMAF



Informations au 31 décembre 2025 non disponibles à la date de publication de notre étude

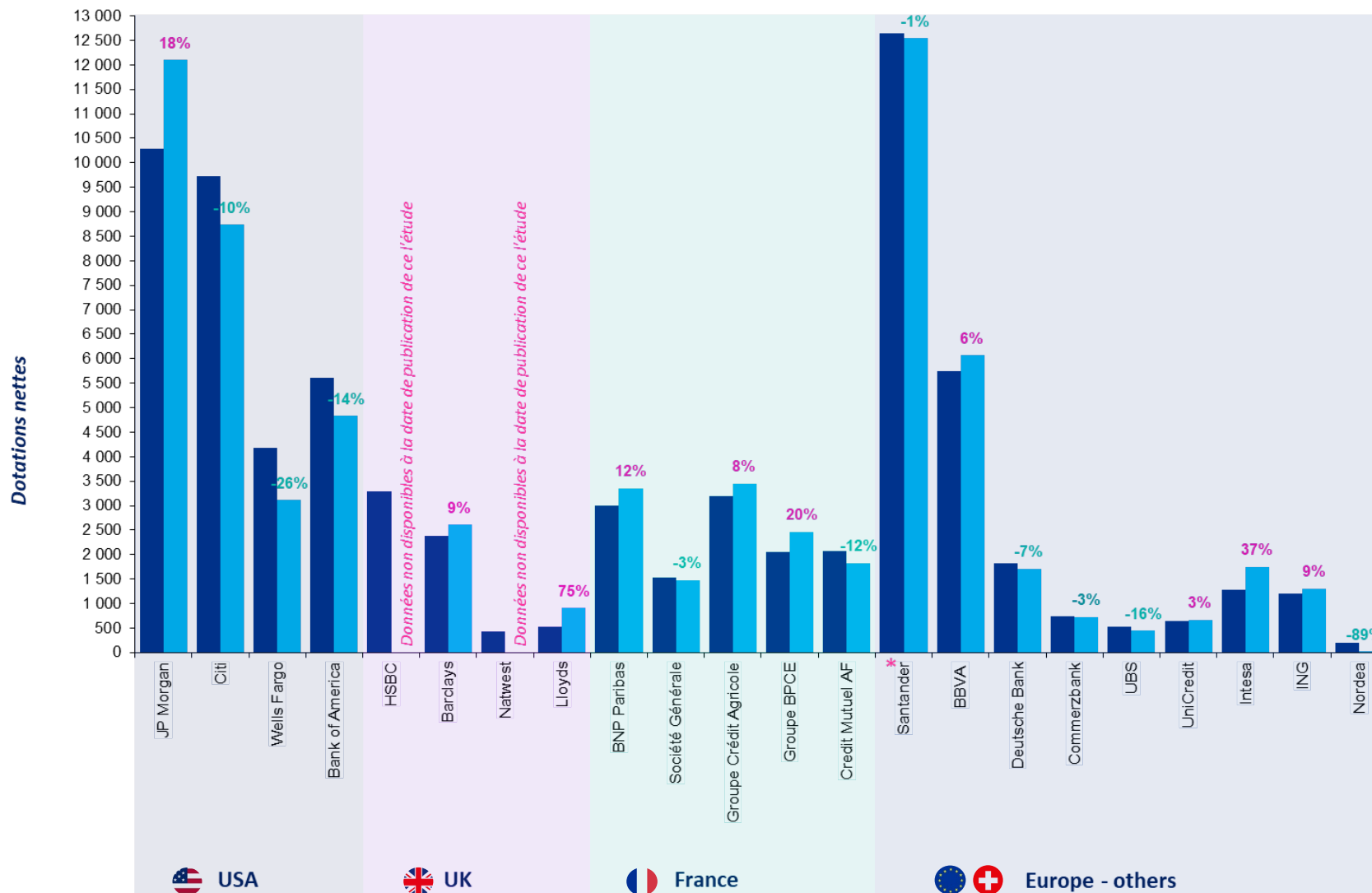
A noter:

- Une hausse du poids du S2 à plus de 8%
- Cette évolution s'est accompagnée d'une réduction du taux de couverture moyen du S2 de 4,8 à 4,2%
- Un poids du S3 en hausse

# Evolution du CdR sur un échantillon de banques dans le monde – Panorama global

## CdR 31 décembre 2025 / 31 décembre 2024:

■ Cumul 2024 ■ Cumul 2025



En millions d'euro

\* Santander : Données 2024 non retraitées de la cession de la Pologne (CdR de 508 M€)



# Evolution du CdR sur un échantillon de banques dans le monde – Détail par zones géographiques

## **Etats-Unis: CdR cumulé à 28,8 Mds€, -3,4% / +9% hors effets de change \$/€**

contre 29,8 Mds€ au 31 décembre 2024

Evolution liée principalement à la stabilisation des pertes notamment sur les cartes de crédit

- JP Morgan:** CdR à 12,1 Mds€ (+18% / +33% hors effets de change \$/€)
  - ✓ Inclus la constitution d'une provision de 1,9 M€ (2,2 Mds\$) dans le cadre de l'engagement de reprise du portefeuille de cartes de crédit d'Apple. Sans cette opération, CdR stable (-0,5% / +12% hors effet de change)
  - ✓ 9,8 Mds\$ de pertes (69% du CdR) liées principalement à l'activité « Cartes de crédit » et l'activité de prêts aux entreprises
- Citi:** CdR à 8,7 Mds€ (-10% / +2% hors effets de change \$/€)
  - ✓ **Taux de pertes sur les cartes de crédit en baisse sur 2025.** Au Q4-25: 3,37% (Branded cards) et 5,33% (Retail Services) contre 3,55% et 6,21% au Q4-24.  
*NB : Ces pertes interviennent principalement aux USA (Le CdR sur le segment U.S. Personal Banking s'élève à 7,2 Mds\$, i.e. 6,2 Mds€)*
  - ✓ *Objectifs 2026 de pertes compris entre 3,5 et 4% pour les « Branded cards » et entre 5,75 et 6,25% pour les « Retail Services »*
- Bank of America:** CdR à 4,8 Mds€ (-14% / -3% hors effets de change \$/€)
  - ✓ L'immobilier commercial et les cartes de crédit restent les principaux contributeurs au CdR. A noter au Q4-25 une diminution des pertes sur l'immobilier de bureaux
  - ✓ **Taux de pertes sur les cartes de crédit en baisse** à 3,40% au Q4-25 (vs 3,45% au Q3-25, 3,82% au S2-25, 4,05% au Q1-25, 3,79% au Q4-24)
  - ✓ Bank of America enregistre une diminution de 0,2 Md\$ des prêts non performants par rapport à fin 2024.
- Wells Fargo:** CdR à 3,1 Mds€ (-25,5% / -16% hors effets de change \$/€)
  - ✓ Evolution principalement liée à la réduction des pertes (-0,65 M€) notamment sur l'immobilier commercial et de bureaux

## **Royaume Uni:**

**A la date de notre publication, seules Lloyds et Barclays ont publié leurs résultats 2025**

- Lloyds: CdR à 911 M€ (x 1,8 par rapport à 2024) en lien avec :**
  - ✓ Le niveau faible du CdR en 2024 qui avait été marqué par une reprise au titre du forward looking pour 394 M€ en lien avec la revue à la hausse des prévisions économiques début 2024 (vs 74 M€ de dotations en 2025)
  - ✓ A noter que l'overlay de 100 M€ du Q1-25 au titre des droits de douane avait été repris et intégré dans les scénarios économiques
  - ✓ CdR de 17bp pour 2025 (Objectif 2026 de CdR attendu à 25bp)
  - ✓ Lloyds indique un niveau bas et stable de retards de paiement sur les portefeuilles et d'indicateurs avancés de défaut
- Barclays: CdR à 2,6 Mds€ (+ 9%) en lien avec:**
  - ✓ Des dotations liées aux acquisitions de Tesco Bank (Q2-25) et d'un portefeuille de cartes de crédit (1,6 Mds\$ d'encours) auprès de General Motors au Q3-25
  - ✓ Une charge individuelle au Q3-25 (environ 126 M€) sur une contrepartie d'Investment Banking en faillite (Tricolor, prêteur US sur l'automobile)
  - ✓ Des overlays de 369 M€ (+141 M€ sur 2025) enregistrés notamment pour faire face au haut degré d'incertitudes économiques aux USA
  - ✓ CdR du groupe en 2025 à 52bp (le segment US Consumer Bank est à 496bp sur 2025)

## **Europe-Autres : CdR relativement stable (+1,7%) avec des différences selon les établissements**

**CdR cumulé des banques européennes (hors banques françaises) à 25,2 Mds€** (contre 24,8 Mds€ au 31 décembre 2024)

### **ING:** CdR à 1 304 M€ (+9% / +110 M€)

- ✓ Stock d'ajustements post-modèles en baisse à 183 M€, -20 M€ en 2025 (203 M€ Q4-24)
- ✓ **S1-S2 en dotation de 118 M€** (+507 M€ vs 2024 où reprise de 389 M€) en lien avec la mise à jour des modèles et des prévisions économiques. ING indique des reprises d'ajustements post-modèles au Q4-25
- ✓ **S3 en forte baisse (-397 M€)** à 1 186 M€ en 2025 **grâce à des reprises sur des contreparties entreprises** (grâce à des remboursements, des cessions sur le marché secondaire et une amélioration structurelle). Sur l'année le **flux de nouveaux dossiers entrants en Stage 3 se réduit**
- ✓ Poids du S2 et S3 en baisse par rapport au Q4-24 à 7,9% et 1,6% (vs 8,9% et 1,7%). Pour le S2, évolution liée principalement au Wholesale Banking qui passe à 7,3% vs 9,4% au Q4-24
- ✓ CdR T4-25 à 20bp

### **Intesa Sanpaolo:** CdR à 1 745 M€ (+37%) dont **648 M€ au titre d'ajustements supplémentaires** pour « favoriser la réduction des risques et renforcer le bilan » (i.e. cession de NPL)

- ✓ **Stock d'ajustements post-modèles maintenu à 900 M€**
- ✓ CdR annualisé à 41bp (26bp hors ajustements supplémentaires)
- ✓ Ratio net de NPL à 0,8% (méthodologie EBA), un niveau historiquement bas avec un taux de couverture à 48,6%
- ✓ Expositions nettes de provisions sur la Russie proches de 0

### **UniCredit:** CdR à 662 M€ (+21M€ / +3%)

- ✓ **Stock d'ajustements post-modèles maintenu à 1,7 Mds€**
- ✓ CdR annualisé à 15bp (33bp au Q4-25)
- ✓ Ratio net de NPL à 1,6% (+0,2% vs Q4-24)
- ✓ Taux de défaut à 1,3% (+0,2% vs Q3-25)

### **Santander:** CdR de 12,6Mds€ (-1% / en hausse de 3% avec les retraitements IFRS 5 dans le cadre de la cession en Pologne – cession finalisée en janvier 2026)

- ✓ CdR bas grâce à la gestion proactive des risques, des taux de chômage bas et des politiques monétaires accommodantes
- ✓ CdR annualisé à 115bp (stable vs 2024)
- ✓ Taux de NPL à 2,91%, niveau historiquement bas (vs 3,05% fin 2024) avec un taux de couverture des encours à 66% (vs 65% fin 2024)

### **BBVA:** CdR 6,1 Mds€ (+5,7%) avec hausse de la Turquie à 1 Mds€ (quasi x2, tiré par l'activité Retail / CdR à 194bp) et du Mexique (+10% à 3,1 Mds€) compensant la baisse du CdR sur les autres zones (notamment Espagne -5% à 0,65 Mds€)

- ✓ NPL en baisse à 14,8 Mds€ (stable par rapport à fin 2024, +0,5 Mds€ par rapport au Q3-25)
- ✓ Taux de provisionnement des NPL à 85% (80% en 2024)
- ✓ CdR à 139bp (143bp en 2024)


### **Deutsche Bank:** CdR à 1 707 M€ (-7% / -123 M€) grâce à la réduction du CdR S3. A noter :

- ✓ **S1-S2 en dotation de 176 M€** (vs dotation de 21 M€ en 2024) **reflétant:**
  - **des mises à jour des modèles,**
  - **l'évolution de l'environnement macro économique générant des reprises au Q4-25,**
  - une hausse des overlays (notamment en lien avec les droits de douanes aux USA)
- ✓ **S3 en voie de normalisation à 1 530 M€** (-279 M€ vs 2024) mais qui reste sur des niveaux élevés notamment sur **l'Immobilier Commercial**  
Pour rappel, S3 impacté favorablement par la mise à jour du modèle (LGD) au T2-25
- ✓ **A noter, CdR en forte hausse sur le segment Investment Banking** (+50% vs 2024) en lien notamment avec un dossier spécifique dans l'immobilier commercial alors qu'il se stabilise sur le Private Banking (-26% vs 2024)
- ✓ CdR annualisé à 36bp

# Evolution du CdR sur un échantillon de banques dans le monde – Tendances semestrielle


## Dynamique par semestre du CdR:

Les dynamiques de provisionnement sont très différentes selon les zones géographiques.

 **Après plusieurs trimestres consécutifs d'augmentation très significative des dotations nettes** (ayant conduit à une hausse de 74% du CdR entre 2022 et 2023 compte tenu du contexte économique, de la normalisation des taux de défaut et de pertes sur les crédits sur l'activité de « cartes de crédit » et de l'augmentation des provisions et pertes sur les activités « Immobilier de bureaux / Immobilier Commercial »), **la progression du CdR s'est stabilisée à un niveau élevé en 2024.**


**Sur 2025, le CdR reste à un niveau globalement élevé même si l'on note une stabilisation des pertes** notamment sur les cartes de crédit et sur l'immobilier commercial.

A noter que l'évolution du taux de change USD/EUR sur 2025 vient masquer l'évolution du CdR.

 Pour rappel, **fin 2022** les banques anglaises **avaient mis à jour leurs scénarios économiques** (avec la prise en compte de la forte dégradation liée au niveau d'inflation au Royaume-Uni), **ce qui avait eu pour conséquence de générer des dotations très significatives.**

**A partir de mi-2023, l'amélioration de la situation économique et des prévisions ont permis d'amorcer un recul du CdR qui s'est confirmé en 2024** notamment au travers de reprises d'ajustements post-modèles.

**A partir de 2025, la tendance s'inverse. Les banques ont mis à jour les scénarios économiques et pondérations pour faire face à la situation économique et politique plus incertaine.**

 Pour ce qui concerne la zone euro, y compris les banques françaises, **les banques sont dans une dynamique de dotation nette avec des tendances variables entre les établissements selon leurs zones d'exposition** (France, Europe, Etats-Unis, pays en développement, etc.) **et leur type d'activités** (Retail, CIB, etc.).

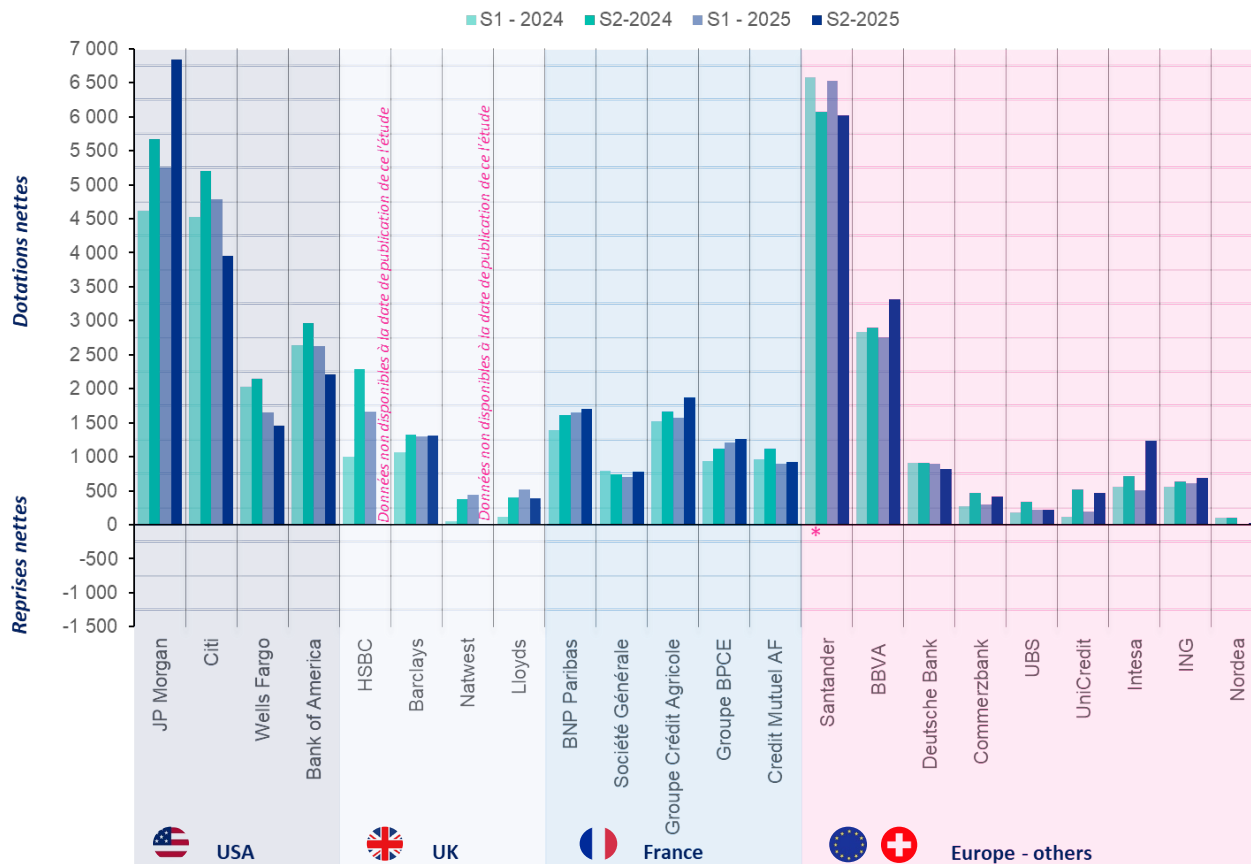
Au cours des exercices 2023 et 2024, **ces dotations ont principalement été constituées sur les encours en Stage 3 compte tenu de la hausse des défauts et de l'environnement économique difficile.** Des reprises ont également été effectuées sur les Stages 1 & 2 dont une partie effectuée sur les ajustements post-modèles.

**Sur le 1<sup>er</sup> semestre 2025, le coût du risque notamment S3 semble se stabiliser voire diminuer** pour certaines banques (par exemple pour Deutsche Bank et ING).

**Sur le second semestre 2025, cette tendance se confirme avec toujours des disparités selon les banques.**

En millions d'euro

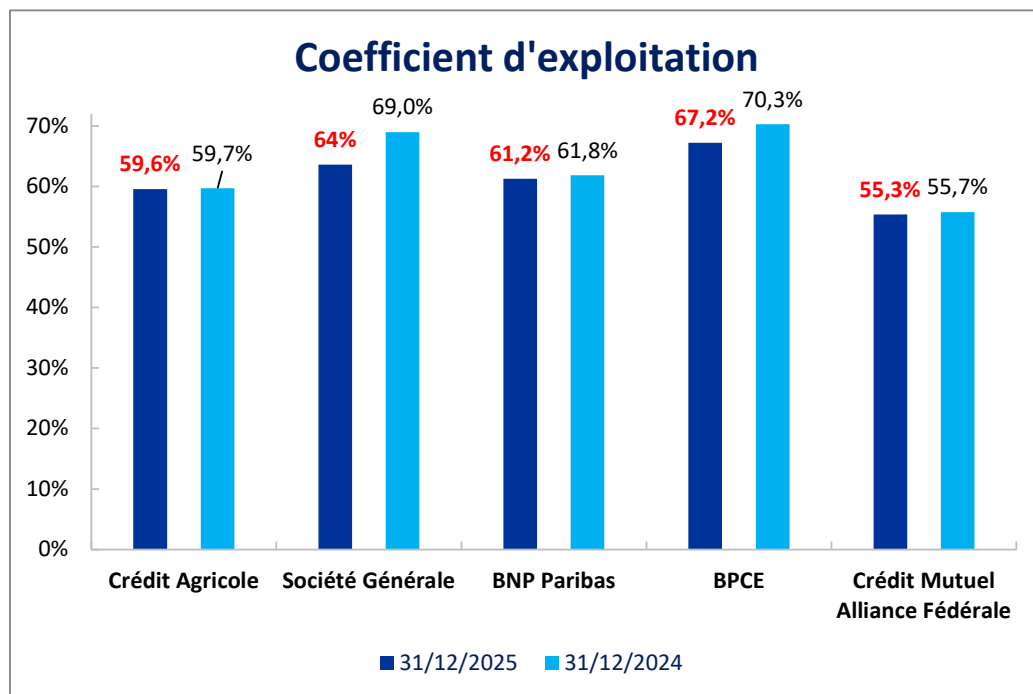
\* Santander : Données 2024 non retraitées de la cession de la Pologne (CdR de 508 M€)



Source des données: Etats financiers non audités (le cas échéant), communiqués de presse et présentations investisseurs au 31 décembre 2025, 30 septembre 2025, 30 juin 2025, 31 décembre 2024 et 30 juin 2024

# Un enjeu clé de réduction des coûts opérationnels

L'efficacité opérationnelle constitue un enjeu clé pour l'ensemble des banques françaises qui affichent un coefficient d'exploitation moyen à 61,4% en amélioration de 190 points de base sur l'exercice et traduisant des niveaux d'efficacité élevés.



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2025

**Note :** le coefficient d'exploitation a été recalculé en rapportant les frais de gestion publiés au produit net bancaire publié (sans retraitement).



Si la majorité des groupes font face à une hausse de leurs charges d'exploitation en 2025 liée au développement de leurs métiers, à l'intensification de leurs investissements IT et à l'intégration d'effets de changements de périmètres, les groupes se distinguent par leurs stratégies de maîtrise des coûts et leurs objectifs de réduction du coefficient d'exploitation.

Le groupe Société Générale se démarque par une stratégie de rationalisation active de sa base de coûts, affichant une baisse significative de 6,8% de ses frais de gestion sur l'année. Cette discipline permet au groupe de ramener son coefficient d'exploitation à 63,6%, bien en deçà de l'objectif 2025 fixé à moins de 65%, confirmant l'efficacité de ses plans de transformation.

De son côté, le groupe BNP Paribas poursuit une stratégie ambitieuse d'optimisation opérationnelle, avec des économies de coûts récurrentes de 800 millions d'euros réalisées en 2025, supérieures aux 600 millions d'euros initialement prévus. Ces mesures d'efficacité ont permis de contenir la hausse des frais de gestion et de réduire le coefficient d'exploitation de 6 points entre 2021 et 2025. Fort de ces résultats, le groupe engage un programme structurel de transformation des activités de support visant à accélérer cette dynamique à partir de 2027, avec un objectif de coefficient d'exploitation inférieur à 56% à l'horizon 2028.

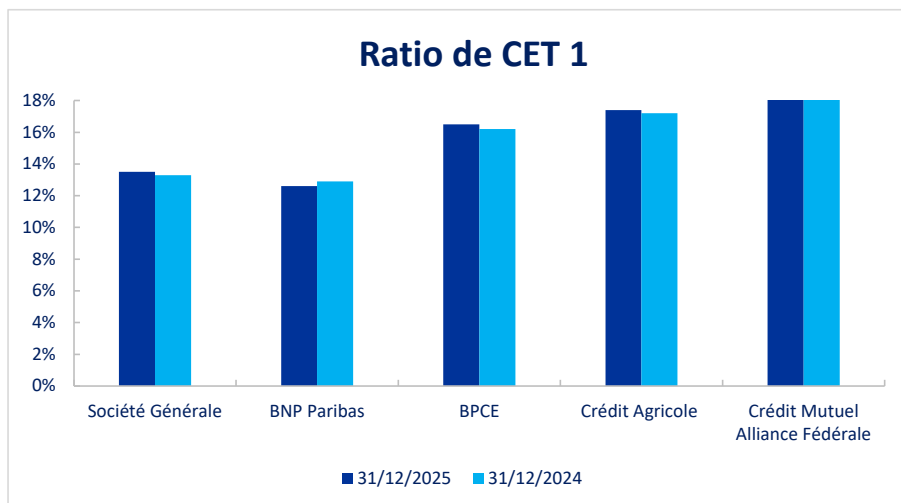
Dans la même dynamique d'amélioration de l'efficacité opérationnelle, le groupe Crédit Agricole annonce le lancement de plusieurs chantiers d'innovation et de performance à partir de 2026 (assistant d'intelligence artificielle, data marketplace groupe, simplification de la fonction finance) visant à accélérer le time-to-market et à atteindre un coefficient d'exploitation inférieur à 55% à horizon 2028.

Enfin, le groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale adopte une approche distincte en revendiquant d'ores et déjà le coefficient d'exploitation le plus performant du secteur bancaire français (55,3%). Le groupe met en avant des choix stratégiques différenciants, notamment la maîtrise interne de ses infrastructures technologiques avec sa filiale Euro-Information, et l'inauguration de 2 nouveaux datacenters en Bourgogne (investissement de 230 millions d'euros), ainsi qu'un déploiement précurseur de l'intelligence artificielle générative utilisée quotidiennement par 35 000 salariés. Au-delà de la performance technologique, le groupe mise également sur un engagement social renforcé avec des investissements significatifs dans la formation et un accord de participation et d'intéressement attractif.

La réduction du coefficient d'exploitation s'affirme comme un enjeu stratégique majeur pour l'ensemble du secteur bancaire français, soutenue par des programmes de transformation structurels d'envergure et une accélération des investissements dans l'intelligence artificielle et la digitalisation.

# Trajectoires de solvabilité consolidées

L'année 2025 se caractérise par la consolidation des trajectoires de solvabilité des groupes bancaires français dans le cadre de l'application progressive du règlement CRR3, avec un ratio moyen de CET1 à 15,9% en progression de 26 points de base par rapport au 31 décembre 2024.



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2025

Bien que les ratios publiés au 31 décembre 2025 intègrent les dispositifs transitoires du nouveau cadre prudentiel, dont la levée progressive pourrait influencer les trajectoires à moyen terme, les niveaux actuels restent néanmoins confortablement supérieurs aux seuils réglementaires comme le montre le tableau ci-dessous :

	Ratio au 31/12/2025	Exigence SREP au 31/12/2025
Société Générale	13,5%	10,30%
BNP Paribas	12,6%	10,52%
BPCE	16,5%	10,59%
Crédit Agricole	17,4%	9,90%
Crédit Mutuel Alliance Fédérale	19,7%	13,20%

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2025

Dans ce contexte, les groupes déploient des stratégies actives de gestion du capital pour préserver leur flexibilité financière et accompagner leurs ambitions stratégiques.

Le groupe BNP Paribas a ainsi mis en place 42 transactions de transfert de risque (SRT) et d'assurance-crédit réparties sur ses métiers, générant une économie brute de RWA d'environ 27 milliards d'euros et contribuant à une économie cumulée d'environ 55 milliards d'euros de RWA et environ 80 points de base sur son CET1 au 31 décembre 2025. Le groupe fait de la génération de capital sa priorité pour atteindre un ratio CET1 de 13% dans les meilleurs délais d'ici fin 2027.

De son côté, le groupe BPCE met en avant une création organique de capital résultant notamment de la mise en réserve des résultats et de l'émission nette des parts sociales, lui permettant de disposer d'un coussin estimé à plus de 20 milliards d'euros au-dessus du seuil d'activation du montant maximal distribuable (MDA).

Dans la même dynamique, le groupe Crédit Agricole cumule création organique de capital et gestion active de bilan (dont des opérations de SRT) pour compenser la hausse des emplois pondérés résultant de la croissance organique des métiers et des révisions de modèles chez CA Italia, LCL et les Caisses Régionales.

Pour sa part, le groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale souligne que l'entrée en vigueur de CRR3 a généré une hausse des RWA au titre du risque opérationnel et une baisse des RWA crédit. Le groupe précise également que l'acquisition de la banque OLB n'est pas intégrée dans ses ratios publiés au 31 décembre 2025, l'opération ayant eu lieu le 2 janvier 2026, avec une réduction estimée du CET1 inférieure à 100 points de base.

Enfin, le groupe Société Générale affiche des encours pondérés stables sur l'exercice et prévoit une croissance organique d'environ 2% de ses RWA en 2026.



# Politiques de distribution renforcées

Compte tenu de leurs résultats et du niveau de leurs ratios réglementaires, les groupes annoncent des politiques de distribution ambitieuses :

- BNP Paribas : dividende total de 5,16 euros au titre de 2025 (en hausse de 7,7%), dont un acompte de 2,59 euros versé en septembre 2025 et un solde de 2,57 euros par action à soumettre à l'Assemblée Générale, complété par un programme de rachat d'actions de 1,15 milliard d'euros finalisé en décembre 2025.  
Le groupe annonce le maintien en 2026 d'un pay-out ratio de 60% (50% minimum en dividendes, 10% en rachats d'actions) et précise qu'à partir de 2027, la politique de distribution sera rehaussée à 60% minimum, assortie d'une distribution annuelle de l'excédent de capital au-delà d'un CET1 de 13%.
- Société Générale : dividende en numéraire de 1,61 euros par action au titre de 2025 (en hausse de 48%), dont un acompte de 0,61 euro versé en octobre 2025 et un solde de 1,00 euro par action, représentant 50% du résultat net part du groupe réparti entre dividendes et rachats d'actions.  
Le groupe a également lancé 2 distributions exceptionnelles de capital totalisant 2 milliards d'euros en rachats d'actions additionnels, portant la distribution totale 2025 à 4 679 millions d'euros contre 1 740 millions d'euros en 2024.
- Crédit Agricole : dividende 2025 proposé en hausse à 1,13 euros par action (en progression de 3% par rapport à 2024).

Ces politiques de distribution confirment la capacité des banques françaises à conjuguer solidité financière et rémunération attractive pour leurs actionnaires, tout en préservant leur capacité d'investissement dans leurs projets stratégiques.



Cette solidité se reflète également dans les ratios TLAC et MREL communiqués par 4 établissements au 31 décembre 2025 avec des niveaux qui se situent au-dessus de leurs exigences réglementaires respectives, reflétant une capacité d'absorption des pertes conforme aux objectifs prudentiels.

31/12/2025	TLAC		MREL	
	En % des risques pondérés	En % de l'exposition en levier	En % des risques pondérés	En % de l'exposition en levier
Société Générale	29,7%	8,3%	32,5%	9,1%
BNP Paribas	26,2%	8,0%	29,0%	8,8%
BPCE	26,7%	NC	32,8%	NC
Crédit Agricole	27,2%	8,1%	32,1%	9,6%
Crédit Mutuel Alliance Fédérale	NC	NC	NC	NC

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2025

Enfin, les établissements présentent un ratio de levier moyen stable à 4,9%, supérieur au minimum réglementaire de 3% auquel s'ajoute la charge au titre de leur systémicité. Ces niveaux leur permettent d'absorber les exigences complémentaires éventuelles au titre du Pilier 2.

31/12/2025	TLAC		MREL	
	En % des risques pondérés	En % de l'exposition en levier	En % des risques pondérés	En % de l'exposition en levier
Société Générale	29,7%	8,3%	32,5%	9,1%
BNP Paribas	26,2%	8,0%	29,0%	8,8%
BPCE	26,7%	NC	32,8%	NC
Crédit Agricole	27,2%	8,1%	32,1%	9,6%
Crédit Mutuel Alliance Fédérale	NC	NC	NC	NC

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2025

# Une politique de liquidité résiliente face à l'instabilité des marchés

L'année 2025, marquée par de profonds bouleversements économiques et géopolitiques, notamment la politique commerciale agressive des États-Unis matérialisée par une hausse substantielle des droits de douane et les tensions géopolitiques persistantes, a conduit les banques à renforcer leur vigilance en matière de gestion de la liquidité.

Dans ce contexte d'instabilité, les groupes bancaires français ont poursuivi une politique prudente et proactive, maintenant des réserves de liquidité à un niveau élevé et assurant un refinancement à moyen et long terme diversifié. Cette approche leur a permis de naviguer dans un environnement marqué par la forte volatilité des marchés et les perturbations des flux commerciaux.

Ratio LCR (%)	31/12/2025	31/12/2024
Société Générale	144%	156%
BNP Paribas	134%	137%
BPCE	138%	142%
Crédit Agricole	136%	127%
Crédit Mutuel Alliance Fédérale	166%	177%

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2025

**Note :** Les groupes BPCE, Crédit Agricole et Crédit Mutuel Alliance Fédérale présentent un LCR moyen

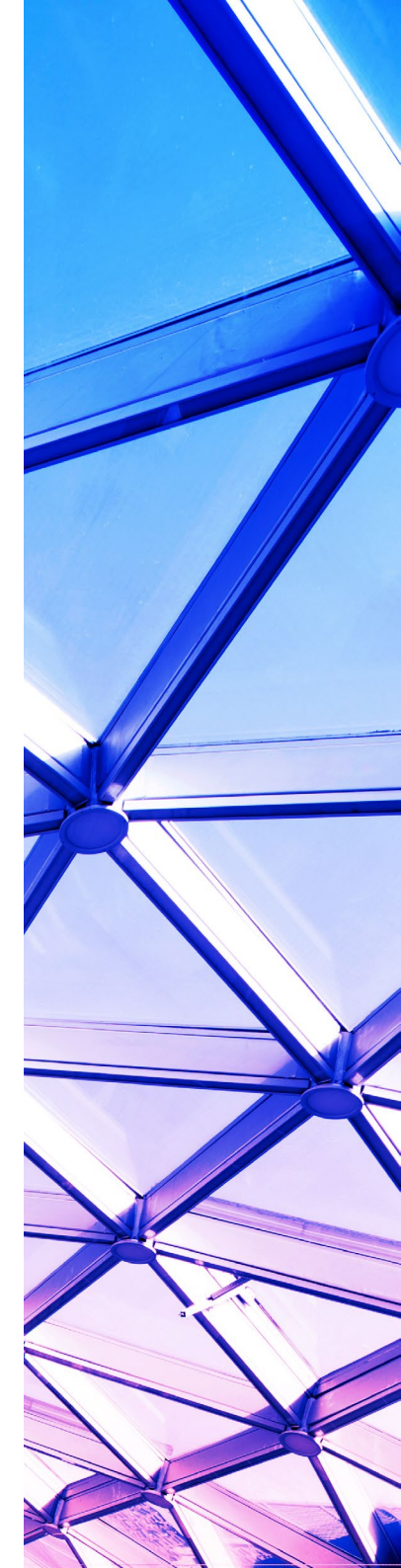
- Dans un contexte de gestion prudente et proactive de la liquidité, les groupes bancaires français maintiennent des réserves de liquidité à un niveau élevé (1 726 milliards d'euros soit + 36 milliards d'euros sur l'année) et poursuivent une politique de refinancement à moyen et long terme diversifiée, avec un accès multiple aux marchés en termes de base d'investisseurs, de produits et de devises.

Ces réserves de liquidité, dimensionnées pour résister aux scénarios de stress les plus sévères et intégrant une part substantielle de dépôts en banques centrales et de titres HQLA (High Quality Liquid Assets), permettent aux établissements d'afficher des ratios de LCR (Liquidity Coverage Ratio) très largement supérieurs à l'exigence réglementaire de 100%.

La stratégie de refinancement structurel des banques françaises se caractérise également par une politique d'émission active. Les groupes Crédit Agricole, Crédit Mutuel Alliance Fédérale et Société Générale communiquent sur la réalisation de leur plan de financement MLT de marché 2025, les groupes Crédit Agricole et Société Générale annonçant également les objectifs de leurs programmes 2026, tandis que le groupe BPCE se concentre quant à lui sur la communication de son programme 2026 :

- Crédit Agricole : réalisation à 115% du programme 2025 (fixé à 20 milliards d'euros) et programme 2026 établi à 18 milliards d'euros ;
- Crédit Mutuel Alliance Fédérale : levée de 17,5 milliards d'euros de ressources MLT en 2025 (dont 2 milliards d'euros anticipant le programme 2026), avec 78% des ressources levées en euros et le solde en devises étrangères (dollar US, livre sterling) ;
- Société Générale : levée d'environ 19,8 milliards d'euros de dette à moyen et long terme en 2025 (dont environ 17 milliards d'euros émis par la maison mère et environ 2,8 milliards d'euros par les filiales), avec un programme 2026 de la maison mère réalisé à hauteur de 45% pour les émissions vanilles au 20 janvier 2026 ;
- BPCE : programme 2026 fixé à 22 milliards d'euros (hors placements privés structurés et ABS), dont 6,9 milliards d'euros déjà levés au 29 janvier 2026.

Au-delà de ces programmes de refinancement, les groupes bancaires français communiquent sur la mise en place des dispositifs de suivi et de pilotage de la liquidité à différents niveaux (consolidé, sous-consolidé, par entité) sur des horizons de temps variés, avec des indicateurs intégrés dans la gestion opérationnelle des métiers (processus budgétaire, suivi des clients, origination, tarification).



## Performance, transformation digitale et transitions : les banques françaises confirment leurs ambitions

Fortes de leurs résultats en 2025, les banques françaises confirment leurs trajectoires à moyen terme et accélèrent leur transformation, alliant performance financière, efficacité opérationnelle, innovation technologique et engagement pour les transitions environnementales et sociétales.

**BNP Paribas** confirme sa trajectoire 2024-2026 et révisé à la hausse ses objectifs 2028, porté par des résultats solides et un scénario de taux favorable. Le groupe engage un programme de transformation des activités de support (15 milliards d'euros de coûts adressables) visant un coefficient d'exploitation sous 56% en 2028, notamment grâce à l'IA générative (7 500 développeurs équipés, 800 spécialistes déployés). En matière de finance durable, le groupe a dépassé ses objectifs 2025 avec 252 milliards d'euros de soutien à la transition bas-carbone (objectif : 200 milliards) et 82% du stock de financements énergétiques dans le bas-carbone, illustrés par des transactions comme le financement du réacteur Sizewell C (5,5 milliards de livres) ou l'obligation verte Eurogrid (1,1 milliard d'euros).

**Société Générale** a franchi une étape déterminante en 2025 avec des revenus et un résultat net records, conjuguant forte croissance et gestion stricte des coûts et risques. Le groupe a rehaussé ses objectifs 2026 : croissance des revenus supérieure à 2 points, baisse des coûts d'environ 3 points, coefficient d'exploitation inférieur à 60% et ROTE supérieur à 10%. Le groupe poursuit activement sa contribution en faveur de la transition environnementale et sociale avec une avance sur ses objectifs de décarbonation et en bonne voie pour atteindre 500 milliards d'euros de contribution à la finance durable (2024-2030), avec environ 30% réalisés à fin septembre 2025. Le groupe a déployé un investissement d'un milliard d'euros pour la transition énergétique, notamment à travers un partenariat avec la BEI pour les cleantech.

**Crédit Agricole** confirme une trajectoire solide soutenant le plan ACT 2028, avec des initiatives majeures programmées pour 2026 : digitalisation de la banque de proximité en France, plateforme d'épargne digitale en Allemagne et ouverture d'une succursale CACEIS à Singapour. Le groupe accélère son innovation avec le lancement d'un fonds tokenisé, le déploiement d'un assistant IA et d'une data marketplace, tout en visant un coefficient d'exploitation sous 55% en 2028. Crédit Agricole intensifie également ses engagements environnementaux avec des financements bas-carbone atteignant 28,6 milliards d'euros, des investissements dans les renouvelables portés à 16,2 milliards watts, et des encours liés à la transition environnementale s'élevant à 116,5 milliards d'euros. Ces objectifs s'accompagnent d'ambitions commerciales fortes : 8 millions de clients supplémentaires en France, 2 millions en Allemagne et plus de 40 milliards d'euros collectés en Europe d'ici 2028.

**BPCE** affiche une performance solide portée par le plan Vision 2030 : plateforme technologique commune pour la banque de détail, nouvelles activités en Europe (acquisition de Novobanco) et expansion de Natixis en Asie et aux États-Unis. Le groupe accélère sa transformation technologique avec MAIA, son IA générative utilisée par plus de 50% des collaborateurs. En matière environnementale, il publie son premier rapport Climat Biodiversité, accélère la décarbonisation de ses financements (trajectoires Net Zero sur 11 secteurs) et renforce l'accompagnement des transitions : 1,2 milliard d'euros pour la rénovation énergétique, 4,5 milliards pour les PME/ETI, et 290 millions de revenus green chez Natixis.

**Crédit Mutuel Alliance Fédérale** poursuit son plan Ensemble Performant Solidaire 2024-2027 en confortant son modèle alliant humain et maîtrise technologique, soutenu par une accélération des usages d'IA dans l'ensemble des activités. L'année 2025 a été marquée par l'acquisition de la banque allemande OLB (finalisée le 2 janvier 2026), formant avec TARGOBANK la 10ème banque à capitaux privés d'Allemagne. Le groupe a par ailleurs renforcé son engagement sociétal avec l'adoption de 20 nouveaux engagements d'entreprise à mission, dont le Dividende sociétal. Fixé à 15% du résultat net annuel, il représente 622 millions d'euros en 2025 (soit plus de 1,6 milliard d'euros depuis 2023) et sera porté à 633 millions en 2026. Ce dividende se répartit entre projets environnementaux et sociétaux (359 millions d'euros), offres solidaires (157 millions d'euros) et soutien aux associations (106 millions d'euros), incarnant la mission du groupe au service de l'intérêt général.

Ces trajectoires illustrent la capacité des banques françaises à conjuguer solidité financière, efficacité opérationnelle, innovation et engagement actionnable pour les transitions, confirmant leur rôle d'accompagnement de l'économie vers un modèle durable et digitalisé.





## Méthodologie de l'analyse

KPMG a réalisé une analyse comparative des communiqués de presse, des slides investisseurs et des états financiers non audités des principaux groupes bancaires français publiés au 31 décembre 2025.

Ces éléments ont été publiés par les groupes bancaires aux dates suivantes :

- BPCE : 3 février 2026 (communiqué de presse et slides investisseurs) et 11 février 2026 (états financiers non audités)
- Crédit Agricole: 4 février 2026 (communiqué de presse, slides investisseurs et états financiers non audités)
- BNP Paribas : 5 février 2026 (communiqué de presse, slides investisseurs et états financiers non audités)
- Crédit Mutuel Alliance Fédérale : 5 février 2026 (communiqué de presse)
- Société Générale : 6 février 2026 (communiqué de presse, slides investisseurs et états financiers non audités)

## Contact

**Arnaud Bourdeille**

Associé

Responsable du secteur banque

[abourdeille@kpmg.fr](mailto:abourdeille@kpmg.fr)

© 2026 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés.